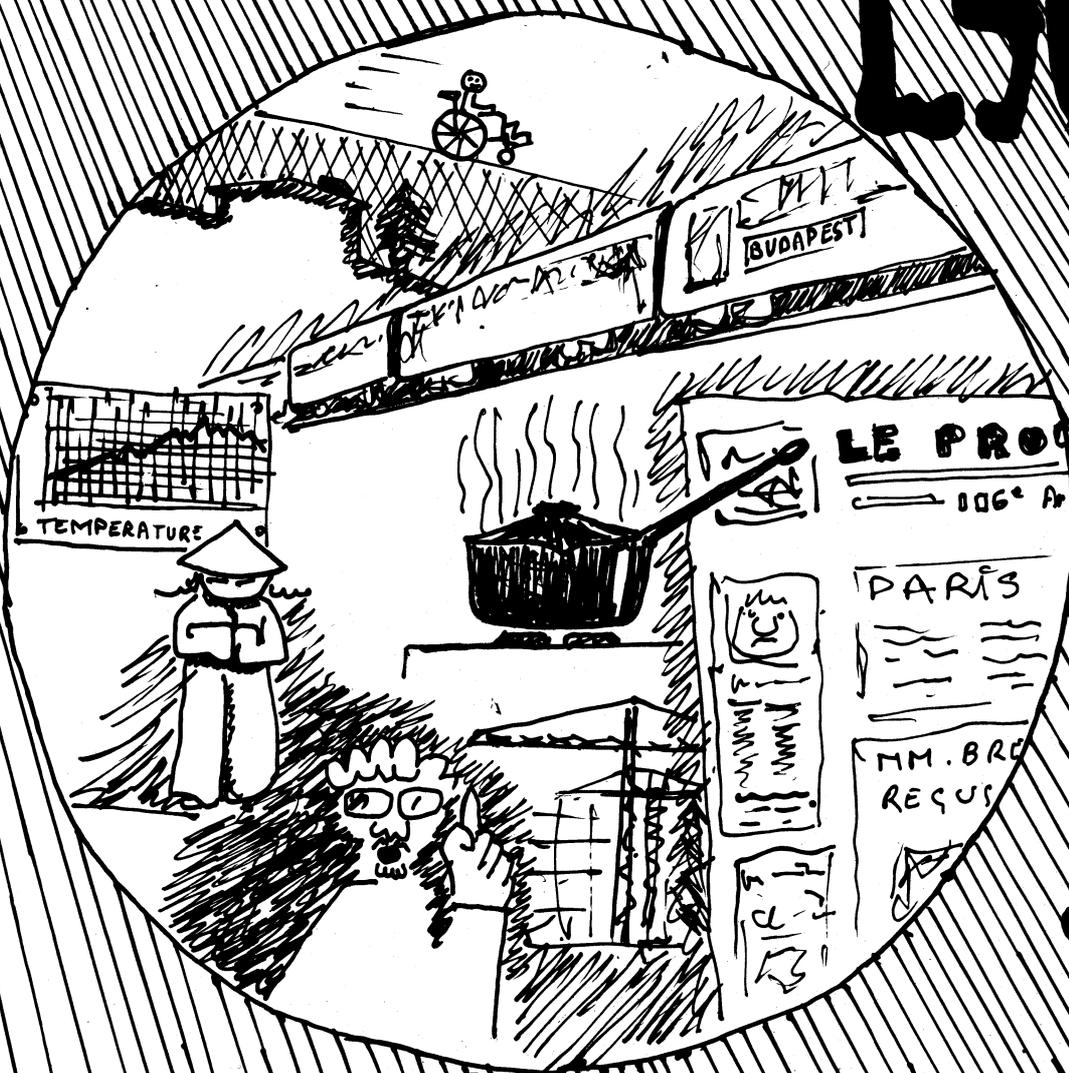


SPECIAL
28 PAGES

INFORMATIONS

RASSEMBLEES à LYON



NS

3F

1975
JANVIER. FEVRIER

Arle !
O tu quies estado
tout ço que l'on ou être
la Metroupoli d'un Empèri
la Capitalo d'un Reiaume
e la matrouno de la liberta

ARLES

Frédéric Mistral

(c'est de l'occitan)

Arles est la plus étendue des communes de France : 103000 ha. Sous-préfecture des Bouches-du-Rhône, elle a 50000 habitants. Le territoire d'Arles forme un triangle entre le Rhône et les Alpilles et la mer. La ville a quatre sorties principales vers Montpellier, vers Lyon, vers la mer, vers Port-St-Louis, vers Marseille et vers Fos, qui est appelé à devenir le plus grand port pétrolier français. On a construit 16 barrages sur le Rhône entre Lyon et la mer, la liaison Rhône-Rhin est en voie d'être assurée.

Depuis 1973, la municipalité est aux mains du P.C.F., qui, grâce aux voix des électeurs de l'U.D.R., délogea le P.S., aux commandes de la mairie depuis plus de 20 ans. Ici donc, l'union populaire ne s'est guère consolidée après 20 ans de luttes intestines au sein de la gauche électorale entre communistes et socialistes.

Le P.C.F. acquit sa majorité grâce surtout aux voix des bourgeois locaux et aux voix des habitants des quartiers populaires où il est bien implanté. Notamment le vieux quartier de la Roquette où sont concentrées les catégories les plus défavorisées : ouvriers spécialisés et chômeurs. Des gens du pays, beaucoup d'immigrés : maghrébins, espagnols, portugais et italiens, et un sous-prolétariat constitué par bon nombre de gitans sédentarisés et quelques marginaux.

Malgré cela, Arles reste une ville petite-bourgeoise et commerçante, comprenant énormément d'étudiants et de retraités.

Le commerce et l'artisanat sont les ressources les plus importantes d'Arles. La saison touristique commence à Pâques pendant la feria qui voit les touristes affluer (beaucoup d'Allemands, de Hollandais et de Scandinaves, attirés par la légendaire faune camarguaise ou du moins ce qu'il en reste).

Sur le plan industriel, on compte 6 rizeries à Arles, qui peuvent couvrir la consommation française de riz. Les employés sont en général des femmes ; les salaires dépassent difficilement le SMIG, les conditions de travail sont souvent inhumaines (chaines, primes...), notamment dans les rizeries de Camargue, où beaucoup d'immigrés (arabes, espagnols, portugais) sont surexploités en raison de leur isolement. Il n'y a pas de traditions de lutte dans ce secteur récemment industrialisé, de plus cela est dû à la paix sociale voulue et consolidée par la municipalité et les syndicats.

Les constructions métalliques de Provence se consacrent à la grosse chaudronnerie soudée. Les employés sont tous des hommes.

On a remarqué depuis la création du complexe pétrolier de Fos, que la plupart des postes nouvellement créés ne profitent nullement aux habitants de la région, mais à un grand nombre de Lorrains, venus s'installer avec leur famille en Provence. Cette communauté lorraine qui se renforce avec le développement de Fos, se voit reléguée dans

la banlieue (à la ZUP de Baniol notamment créée essentiellement pour les Lorrains). Par ironie peut-être, la municipalité vient d'inaugurer l'avenue Salvador Allende dans ce fief réactionnaire qu'est Baniol. Les Lorrains sont en général rejetés par la population arlésienne qui voit en eux des réactionnaires (ce qui est vrai pour beaucoup) et les principaux bénéficiaires des créations d'emplois de Fos. Il est à noter par ailleurs que les arlésiens dans l'ensemble, ont conscience du danger que représente Fos pour l'équilibre naturel de la région, de par la pollution que le complexe risque d'engendrer.

Mis à part l'aménagement en voie d'achèvement de la zone industrielle nord sur 50 ha, qui fournira quelques emplois spécialisés, les conditions d'existence ne changeront pas pour les Arlésiens ; notamment pour les femmes qui en grosse majorité, se trouvent sans emploi, mises à part quelques heures de ménage effectuées chaque semaine (de 3 à 20 heures maximum) par certaines.

Le chômage s'aggrave plus que partout en Provence-Méditerranée, on note chaque jour à l'ANPE de Arles, près d'une cinquantaine de demandes d'emploi. Dans le domaine industriel, les saintes paroles gouvernementales sur les possibilités au niveau de l'emploi qu'offrirait Fos, sont demeurées sans suite. Et parmi les quelques bénéficiaires on ne dénote pratiquement pas d'habitants de Arles.

Il existe à Arles quelques petites entreprises de papier et de carton employant peu de personnel, celui existant étant formé d'ouvriers qualifiés et de spécialistes. A la sortie de l'école, les jeunes se retrouvent sans emploi, et sont obligés d'émigrer vers le nord ou Marseille.

Même si la dernière manifestation du 19 novembre regroupa 3500 participants (ce qui ne s'était plus vu depuis 68), même si une mobilisation légère est entamée par la CGT en face des menaces de licenciements dans le secteur de *La Dynamite*, qui regroupe quelques 500 emplois, il n'y a pas de luttes de classes dans la région arlésienne.

Il apparait que la municipalité et les syndicats ont une volonté commune de permettre au capital d'assurer sa reconversion dans la normalité.

Sur le terrain politique, il existe peu d'organisations : le P.C.F. omniprésent, le P.S. quelque peu en perte de vitesse, l'U.D.R. et ses quelques membres, peu influente, un M.L.A.C. local animé par des enseignants gauchistes confrontés aux éternels problèmes qui se posent aux bonnes soeurs rouges, enfin pour parachever le tout, l'O.R.A. *, peu en verve et un tantinet fantomatique.

La CGT prédomine sur le plan syndical, la CFDT est minoritaire et suiviste par rapport à la Confédération, F.O. est un peu mieux implantée que la CFDT, chez les employés municipaux notamment.

Enfin, il y a quelques petits agriculteurs dans les Alpilles et la Crau. Ceux-ci ne sont guère représentés politiquement et syndicalement, et ont un faible niveau de conscience.

On cultive la vigne, l'olivier, les amandes, les melons, les pêches, les fraises, les plantes et les herbes aromatiques dans les Alpilles. L'élevage existe surtout dans la Crau, balayée par le Mistral, où l'on élève des moutons mérinos (220 000 pour la commune d'Arles) et où se développe la culture du melon.

Les grosses propriétés sont surtout situées en Camargue. On y élève des chevaux et des taureaux réservés aux corridas et à la course provençale. Mais surtout il y a les rizières ; on a nivelé le sol, assaini, construit des petites digues et des canaux d'irrigation pour conquérir une place sur le marché mondial. Les gros propriétaires, après avoir conquis le marché français après l'abandon des rizières indochinoises, se sont lancés dans la culture intensive du riz camarguais.

Voilà, à part ça les gens sont assez sympa, il y a souvent du soleil pour la saison. Il y a aussi ces deux vieilles cra-

pules de Daudet et de Mistral qui affichent leurs gueules dans toutes les boutiques.

Sur le chemin de l'usine, chevauchant le canal, on peut voir un vieux pont mobile abandonné et de couleur grisâtre. Comment Vincent Van Gogh tout près d'une sordide zone industrielle pourrait-il être aujourd'hui, inspiré par tant de laideur ?

Bref, séjourner à Arles, c'est vouloir y retourner ! (dixit le dépliant touristique local)

Un Arlésien et une Arlésienne.

* M.L.A.C. : Mouvement pour la libération de l'avortement et la contraception.

* O.R.A. : Organisation Révolutionnaire Anarchiste.

★ ★

LA GREVE DES COMMUNAUX

Comment la grève a débuté

Le 7 novembre, rencontre à la mairie entre l'administration et les syndicats, ces derniers suivis du personnel. La réunion échoue sur le problème des auxiliaires.

le 12 novembre : grève d'une journée. Manif de la place Jean Macé à la place Guichard. Place Guichard, des assemblées générales ont lieu par services et la grève est reconduite.

A partir du lendemain, la grève est reconduite chaque jour.

OBJECTIFS de la grève :

- réintégration dans les droits des auxiliaires, comme avant juin 1974, où l'administration avait essayé de grignoter certains de ces droits.
- paiement d'une prime de transport (comme à Paris), prime réclamée depuis plus de 15 ans.
- vraie prime de fin d'année.
- ensuite est apparu le paiement des jours de grève (revendication inconditionnelle et paiement total pour la C.G.T. pendant longtemps)

OBTENUS (extraits du tract CGT-CFDT : **Il aura fallu 10 jours de grève !...**)

- pour les auxiliaires embauchés avant le 1 juin 1974, retour à la situation antérieure avec rappel.
- prime de transport : l'administration s'engage à soumettre aux deux assemblées un texte de délibération créant la prime de transport à la Ville de Lyon et à la COURLY.
- prime de fin d'année : elle sera portée à 3 % de la masse salariale (1 % en 1973 : 200 F) répartie en deux fois 350 F en décembre et le reste avant mais 75 (environ 300 F). Elle sera portée à 5,5 % en 1975 (entre 1100 et 1200 F), et à 7,5 % en 1976. Cette prime étant basée sur la masse salariale, elle sera indexée sur les augmentations de salaires.
- extension du droit syndical au Bureau d'Aide Sociale de la Ville de Lyon et création d'une commission paritaire dans l'établissement.
- retenue de la moitié des journées de grève répartie sur les quatre premiers mois de l'année 1975.

★ ★

L'ambiance dans la dernière A.G.

Intervention d'un membre du bureau CGT

Le gouvernement pourrait faire l'économie des grèves, qui crée le désordre, nous ou le pouvoir ?

Intervention de Pothin (CFDT) sur la nécessité de finir la grève :

On ne peut pas attendre, en grève, jusqu'au 26 décembre !

Les gens dans la salle : *on n'est pas pressés, on bouffera des patates s'il le faut !, Eh ! pas besoin de préavis de grève !*

Pothin ayant été décrié par la salle, parce que...manquant ... d'autorité (sic), Faye (CGT) débute par *Il faut rester unis !*

Après le vote en faveur de la grève (environ 5 à 600 pour une quinzaine contre), un bonhomme, d'environ 50 ans : *Continuons, comme dans la résistance*, les syndicats reprennent, *tous pourris, vendus.*

Une discussion s'engage alors entre des militants syndicaux, des travailleurs et lui.

Au palais de la Foire (services administratifs, plusieurs centaines d'employés de bureau)

Il n'y a jamais eu plus de 2 ou 3 grévistes (si l'on en croit un syndicaliste CGT). Or cette fois, il y a eu jusqu'à 40-50 grévistes.

Un jour, un responsable CGT veut téléphoner au palais de la foire pour obtenir une entrevue syndicats-administration : *Impossible d'avoir la communication, le standard était aussi en grève !*

La Communauté Urbaine de Lyon (COURLY), emploie environ 8000 personnes (personnel administratif, voirie, nettoyage, pompiers, abattoirs, architectures, mobilier scolaire, employés de certains CES non nationalisés, garages, service des eaux, etc...). La Ville de Lyon doit compter environ 2 à 3000 employés (personnel administratif, bibliothèques, cultures, bureau d'Aide sociale, opéra, théâtres, piscines, fourrière, service de l'éclairage, etc..)

Exemples d'implantation syndicale :

CFDT : bibliothèques, cultures, administratifs, abattoirs...

CGT : abattoirs, pompiers, opéra, cultures, voirie-nettoie-

ment (550 environ sur 1800-1900)

F.O. : abattoirs...

Autonome : chauffeurs de nettoyage.

LES PETITS TITRES DU **PROGRÈS** OU "VOUS AVEZ UN SACRÉ COUP D'ŒIL"

15 nov. Dans les studios de R.T.L. installés place de la République, Robert Darane en présentant samedi au maire de Lyon les ciseaux destinés à couper le ruban tricolore reliant les micros, lui demanda : *Combien de rubans avez-vous coupé, M. le maire ?* Et M. Pradel de répondre : *Je n'en ai pas tenu le compte. D'autre part, je n'ai pas inauguré tous les bâtiments qui ont été construits pas plus que les égouts. Si je l'avais fait, ce n'est pas le roi du béton, mais l'empereur que je serais !*

11 nov. **Tout dans la culotte !**

Devant la VIème chambre correctionnelle, une Algérienne, Mme Fatima B. comparut pour vol à Carrefour. Me Aimé Pinque, au nom de la partie civile, résuma ainsi les faits : *Mme B. avait mis dans sa culotte une robe de fillette de huit ans.* Sur quoi, Mme Walgenwitz-Gibert procureur de la république, enchaina : *De toute façon, lorsqu'on met quelque chose dans sa culotte, c'est qu'il s'agit de quelque chose de pas honnête, c'est dans un but malicieux.* Défendue par Me Jean Ghinsberg, Mme B. s'en sortit avec 300 F d'amende et 50 F à verser à la partie civile.

Toujours à la VIème chambre, toujours une histoire de vol, toujours dans une culotte. Mais cette fois, le prévenu s'était montré plus audacieux : il y avait logé un rasoir, un maillot de bain et une savonnette.

Me Aimé Pinque, de nouveau partie civile dans cette affaire, déclara : *Je voudrais dire au tribunal le danger que représente la culotte pour l'économie des grandes surfaces.* C'est la même peine que dans la précédente affaire qui fut infligée au prévenu après intervention de Me Marcel Giudicelli.

12 oct **Ah Roger, si tes copains pouvaient t'imiter...**

Les funérailles de M. Roger Lamour - Une foule d'environ 300 personnes, composée de parents, de familiers, de collaborateurs et d'amis, emplissaient hier après-midi l'église de la Rédemption, place Puvis-de-Chavanne à l'occasion des funérailles de M. Roger Lamour, directeur du palais d'hiver, mort tragiquement dans les circonstances que l'on sait. Affligée, elle avait tenue à rendre un dernier hommage à celui qui, pendant des années, avait animé le monde du music-hall, et si de nombreuses **vedettes** de la chanson n'avaient pu effectuer le déplacement jusqu'à Lyon en raison d'engagements, elles avaient malgré tout tenu à marquer leur sympathie en adressant des couronnes de fleurs portant leur nom, notamment Dalida, Yves Montand (c'est bien la peine de faire des galas en faveur du Chili, M. Montand !)

1 oct. **Mine de rien, en première page du Progrès :**

A Avignon, les détenus n'ont pas froid !

Nous apprenons que les restrictions de chauffage consécutives à la crise de l'énergie n'ont pas de répercussion chez les détenus de la maison d'arrêt d'Avignon. En effet, depuis 8 jours déjà, le chauffage central de la prison Sainte-Anne fonctionne normalement dans l'établissement pénitentiaire.

2 déc. **Humour anglais**

Oldham (Grande-Bretagne) - Un magistrat a condamné, la semaine dernière, Junior Burton, 23 ans, à un mois de prison pour avoir volé une voiture pour se rendre au tribunal, afin d'y répondre à l'accusation de vol de voiture. *Il a pris la voiture, car il ne disposait d'aucun autre moyen de transport pour se rendre au tribunal,* a expliqué à la cour son avocat.

3 oct. **Les couvercles de poubelles ne sont pas des armes de guerre et les militants d'extrême-droite sont amnistiés.**

A la mi-avril, les gardiens de la paix appréhendaient 5 militants d'un mouvement d'extrême-droite, *France sociale solidariste*, qui transportaient des sacs contenant des objets, notamment des casques, des couvercles de poubelles pouvant servir de bouclier, des barres de fer, un coupe-coupe, des pétards, matraques en caoutchouc. Ils déclaraient tenir ce matériel du mouvement *Action Française* qui leur avait cédé le local. Ils entendaient utiliser ce matériel *en cas d'attaque de gauchistes.* Les cinq jeunes gens furent inculpés *d'avoir été trouvés porteurs d'armes ou d'objets quelconques pouvant servir d'armes.*

Ils furent traduits devant le tribunal correctionnel.

M. Langlade, procureur de la république, considéra que les faits étaient amnistiés, les objets ne constituant pas des armes de guerre (donc, à la prochaine manif, pointez-vous avec des barres de fer, des coupe-coupe, des matraques de caoutchouc, vous ne risquez rien, c'est Monsieur Langlade qui l'a dit !)

Maitres Daniel-Louis Burderon, Jean-Loup Cacheux, Jean Didier, Elizabeth Avondeaux et Marguerite Faure se rallièrent évidemment à cet avis. Le président Mathieu-Leroy déclara les faits amnistiés.

7 nov. **Ah, ah, ah, qu'ils sont drôles nos journalistes...**

L'affaire Marin-Lafleche - Toutefois l'état dans lequel le cadavre a été retrouvé n'a pas permis en dépit de tous les examens radio et analyses auxquels il a été soumis, de déterminer les causes de la mort.

Dès lors, tout ce que l'on peut dire, dans l'état actuel des choses, c'est qu'un homme qu'on retrouve, les pieds liés, enroulé dans des draps, et mort en pleine nature, ne peut ni s'être suicidé ni être mort naturellement.

14 nov. **Pour que les bidasses ne perdent pas le moral**

Acheminement du courrier destiné aux militaires - Tous les établissements militaires ainsi que les gendarmeries accepteront le courrier à destination des militaires sous les drapeaux, quelle que soit leur affectation. Pour l'instant, le courrier des militaires - à destination des familles ne sera pas accepté.

le ? **Infirmières grévistes réquisitionnées à Besançon** - Mouvement de grèves partiel du centre hospitalier de Besançon, où 73 membres du personnel sur 1300 per-

sonnes, ont cessé le travail hier. Cet arrêt paralysant notamment le service de neurologie, le préfet du Doubs a pris un arrêté pour réquisitionner quatre infirmières. Dans une pétition signée par mille d'entre eux, les malades se sont montrés solidaires de la protestation élevée par les syndicats.

30 sept. Les bons mots du sénateur Pinton, ou les guerres qui ne font de mal à personne.

Nous sommes en train de nous faire coloniser par les Arabes, et je me demande si nous ne serons pas obligés de faire une guerre d'indépendance. M. Pinton, surpris de voir fuser ce bon mot, ajoute : *une guerre qui ne serait pas meurtrière bien sûr.*

15 nov. Laissez-les produire (Congrès de Laissez-les-vivre)

Il importe que le maximum de ceux qui refusent de cautionner l'assassinat légal des bébés français soient présents à ce congrès pour montrer qu'une minorité de partisans de l'avortement ne représente pas toute l'opinion publique, déclare dans un communiqué l'Association lyonnaise de Laissez-les-vivre.

PITIE PDG POUR LES

(Entendu à France-Inter le 11 octobre)

Le congrès français de criminologie, réuni du 10 au 12 octobre, sur le thème *Le monde des affaires et sa délinquance* a trouvé un porte-parole très éloquent en la personne de Me Roger Merle, professeur de droit à Toulouse, qui a déclaré que *les pots de vin, ça n'existe pas*. Il est venu à la radio avec son collègue, le procureur Colson, défendre ces grandes victimes d'un système judiciaire inique, que sont les délinquants d'affaires. Comprenez quand même, qu'il y a une différence entre le vulgaire criminel, celui qui vole par des méthodes violentes et primaires, et le brave homme d'affaires moyen, qui tout à coup découvre qu'il est en situation illégale, ou même le fraudeur raffiné, mais qui, après tout, n'est que la victime d'une législation trop tracassière.

Bien sûr, un million volé est toujours un million volé, bien sûr il n'y a pas grande différence entre aller chercher et se faire remettre, mais le fond du problème, c'est qu'on a affaire à des tempéraments différents, auxquels il convient d'appliquer des traitements différents : d'une part le voleur commun, un être frustré, qui n'a reçu aucune éducation morale ou intellectuelle, qui a recours aux méthodes brutales, bref, le criminel... somme toute, il ne craint pas tellement la prison, il en a souvent déjà fait, ça ne lui fait pas grand-chose d'y aller..., et, d'autre part, le PDG ou l'homme d'affaires, qui lui, de par sa réputation et son éducation, a au contraire très peur de la prison, - pour lui, c'est une situation impensable, il fera d'ailleurs tout pour ne pas y aller (quoi donc ?).

Le monde des affaires est plus pitoyable que redoutable : la preuve, on a quand même rappelé à ce congrès que la dissimulation fiscale représente chaque année le butin de plusieurs milliers de hold-up, et que la majorité des délits, dont les plus graves, ne sont pas poursuivis. Mais Me Merle est perspicace, il conclut : *la recherche du profit est la règle dans une société de consommation et dans un système capitaliste, car le profit se confond avec la rentabilité... Où est la frontière entre le licite et l'illicite ?*

Il est toujours temps de se poser la question.

12 oct. C'est chouette la philosophie !!

Devant 600 concessionnaires français, et étrangers importateurs et associés réunis, M. Paul Berliet, président des automobiles Berliet, a exprimé la *philosophie de Berliet* qui tient en quelques mots : *Aider l'autre.*

Cette ligne de conduite (qui a en définitive, rétabli la situation de l'entreprise en assurant son développement sur les marchés extérieurs) repose sur quelques idées simples : être disponible pour écouter les autres, connaître leurs besoins, maîtriser sa technique, savoir communiquer ses compétences.

Monsieur Paul Berliet a insisté sur la volonté de l'entreprise de donner *une dimension humaine à ses actions*. Ce souci d'aider l'autre (client, concessionnaire ou pays lointain) est la clé du succès de la marque en France et à l'étranger, a conclu M. Berliet, applaudi par des Français, des Marocains, des Algériens, des Allemands, des Suisses et des Polonais.

L'ETAT
UN SYSTEME qui
tire plus vite que
SON OMBRE.



Alors, on a bien manifesté contre le chômage le 19 novembre ? L'année dernière, c'était contre la vie chère. Ah oui, la vie chère. L'année dernière, c'était aussi le Chili. Nous (qui nous ?), on a fait de belles et jolies manif's contre Pinochet. Là-bas, on fusillait sec, on avait des armes dans les mains, et du sang dans la bouche, pas des banderolles et des slogans. Cette année en Allemagne, c'est une poignée de mecs (seuls ?) qui reprennent les armes après deux ans de silence : la Fraction Armée Rouge. Vous connaissez ? Une armée populaire ? Un quarteron d'intellectuels en mal de western ? Sais pas, peut-être. En tout cas, ce sont des hommes, et eux, ils ont des copains qui sont en train de crever ou de devenir fous en attendant leur procès. Quel procès ? quel procès on a à attendre d'une société dégueulasse qui vous tue dans le dos, à bout portant. En tout cas, eux, ils n'ont pas fait de manif pour protester contre la mort d'Holger Meins, ils n'ont pas attendu un éventuel mot d'ordre d'en haut. Merde, ce mec, ça faisait deux ans qu'il se cognait la tête contre des murs sans fenêtre. Il avait plus qu'à crever et personne n'a levé le petit doigt.

Et puis, on la détruit, cette putain de société, oui ou merde ? ... Ouais, ouais, d'accord. Mais pas à 20, pas à 50. A 100 000, à 1 million...

Ouais les grands mouvements de masse, le regard tourné vers l'avenir paradisiaco-socialiste, le profil dirigé vers le soleil couchant. Humm...

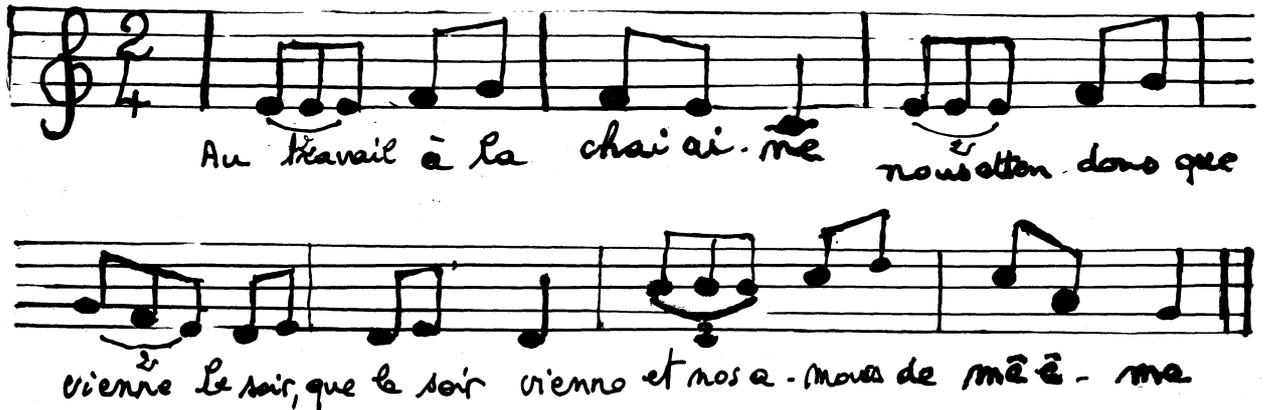
Evidemment... Et puis, ils ont des canons et des chars en face... Evidemment... Mais vous savez, entre nous, un juge, un flic, un général ou un chef d'Etat, c'est tout pareil sous les balles d'un pistolet...

Bon, alors on fait une manif pour les membres de la F.A.R. ou autre chose ? ? ...

sors ton flingue, Jo !

chansons populaires extraites de "MISTERO BUFFO" de DARIO FO

Mistero Buffo a été joué pendant une semaine du mois de novembre au théâtre du Huitième par une troupe belge, c'était pas mal du tout, et on ne peut que regretter une fois de plus que les rares pièces intéressantes soient obligées de passer par des théâtres style Huitième, temples théâtraux, ésotériques et alambiqués pour gauche bien pensante et bien née.



Au travail à la chaî-aine
nous attendons que vienne
le soir
que le soir vié-enne
et nos amours de mê-ême.

Au travail à la chaî-aine
nous attendons que viennent
nous voir
pourvu qu'ils viennent
nos amoureux du soir

Dans le soir nous ramènent
en nous racontant leurs peines
du jour
toujours les mêmes
au travail à la chaîne

Dans le soir nous ramènent
pour nous conter...mais c'est un
détour
car ils ne viennent
que pour nous faire l'amour.



Quand j'entends le contremaitre
ma main, ma main se met à trembler
et si jamais ma main hésite
c'est l'amende qu'il me faut payer

Oh, jeunes gens qu'on aime
qui voulez faire l'amour
avec les filles, les fill's de l'usine
attendez la fin du jour

Regardez pas mon teint
regardez pas mes mains
on dit que c'est la fumée oui
qui les a rendu comme ça.



En soulevant la masse des opprimés
partout nous sommes mis au ban de la société

Notre patrie est le monde entier
Notre loi est la liberté
notre devise :
rebelle au fond du coeur.

Pourquoi ces yeux qui pleurent
mon fils, mon fils, mon fils doux et gentil
pourquoi ces yeux qui pleurent ?

C'est la fumée, la fumée
maman, je sens mon âme qui s'en va
la fumée de l'usine
je meurs adieu je meurs

Pourquoi ces mains qui tremblent
mon fils, mon fils, mon fils doux et gentil
pourquoi ces mains qui tremblent ?

Je travaille à la chaîne
maman je sens mon âme qui s'en va
je travaille à la chaîne
je meurs adieu je meurs.

Pourquoi cette peau grise
mon fils, mon fils, mon fils doux et gentil
pourquoi cette peau grise ?

C'est l'acide qui rongent
maman je sens que mon âme s'en va
c'est l'acide qui ronge
je meurs, adieu, je meurs.

Pourquoi ces blancs bandages
mon fils, mon fils, mon fils doux et gentil
des pieds jusqu'à la tête ?

Je suis tombé de là-haut
maman je sens mon âme qui s'en va
du grand échaffaudage
je meurs, adieu, je meurs.

Pourquoi cette pivoine
mon fils sur ton coeur si doux et si gentil
pourquoi cette fleur rouge ?

C'est en faisant la grève
maman qu'on m'a décoré de cela
c'est en faisant la grève
je meurs, adieu, je meurs.



Là où l'on se rebelle nous accourons
pour partager avec nos frères la révolution

Notre patrie est le monde entier
notre loi est la liberté
notre devise :
rebelle au fond du coeur.

UNE BONNE RECETTE



Temps de cuisson : de quelques jours à quelques mois.
(à signaler pour les gens pressés que l'usage de la *super-cocotte-minute* est impossible dans cette préparation)

Ingrédients :

- antimilitarisme forcené,
- névropathie quelconque et latente (à faire revenir à feu doux un peu à l'avance - dans certains cas, une psychopathie fera l'affaire). De préférence elle doit avoir trait à un vécu directement familial ; cependant on peut remplacer ce vécu familial par une conduite sociale générale d'échec, vécue dans n'importe quel milieu en décomposition.
- individualisme pathologique ;
- pour lier la sauce, on emploiera une feuille de route tricolore, un vaste ensemble de bâtiments disposés autour d'un drapeau, au pied duquel se trouve, à heures régulières, un clairon. Quelques sous-officiers vous mèneront rapidement à quelques officiers, dont en particulier, un colonel ; c'est là qu'on a besoin d'un hôpital psychiatrique, à la tête duquel placer le colonel-psychiatre.

On dosera ensuite, habilement, silences et récits de ses angoisses, alternativement, selon les quelques principes qui suivent. De ce dernier point dépend toute la réussite de ce petit plat, qui, désagréable à préparer, il faut le dire, n'en est pas moins fameux.

Voici donc quelques principes :

Choisissez un sujet déterminé réunissant les ingrédients ci-dessus. Je passe sur les préliminaires qui vont d'eux-mêmes ; arrivé devant les sous-officiers, le sujet doit manœuvrer de telle sorte que les ingrédients mis en évidence le rendent passible de l'hôpital psychiatrique.

Et nous arrivons à la sauce elle-même, réputée délicate : le principe fondamental, c'est que la pathologie du sujet soit reconnue comme authentique par le colonel-psychiatre. Pour cela, l'anti-militarisme doit être gardé en réserve par le sujet ; il devient la source secrète où le sujet puise sa détermination, et ne doit être connu de personne dans l'entourage.

Au contraire, le sujet s'appliquera à dévoiler, discrètement, parcimonieusement, les éléments de sa pathologie ; il doit à ce moment faire usage implicite de son individualisme : rien ne doit le relier à la communauté des êtres qui l'entourent. Sa pathologie n'appartient qu'à lui, il est *un cas* ; pour rien au monde il ne doit partager un sentiment avec quiconque. Si tout va bien, vous établissez donc un comportement strictement individuel, qui vous démarque des autres individus.

Poussez votre feu et faites intervenir le colonel. A votre vue, il revendique sa qualité de psychiatre. Mais oui ! je suis psychiatre ! il y avait un concours avec des places à prendre, et j'en ai pris une !, ce qui est une bonne chose. Le sujet doit en effet apparaître comme dépendant de la science psychiatrique. Mais attention, le danger subsiste, si le sujet est encore trop fondu à la masse de ses semblables, s'il n'a pas l'air vraiment malade : Je ne suis pas votre complice, je vais vous renvoyer à la caserne ! Le colonel est toujours très agressif.

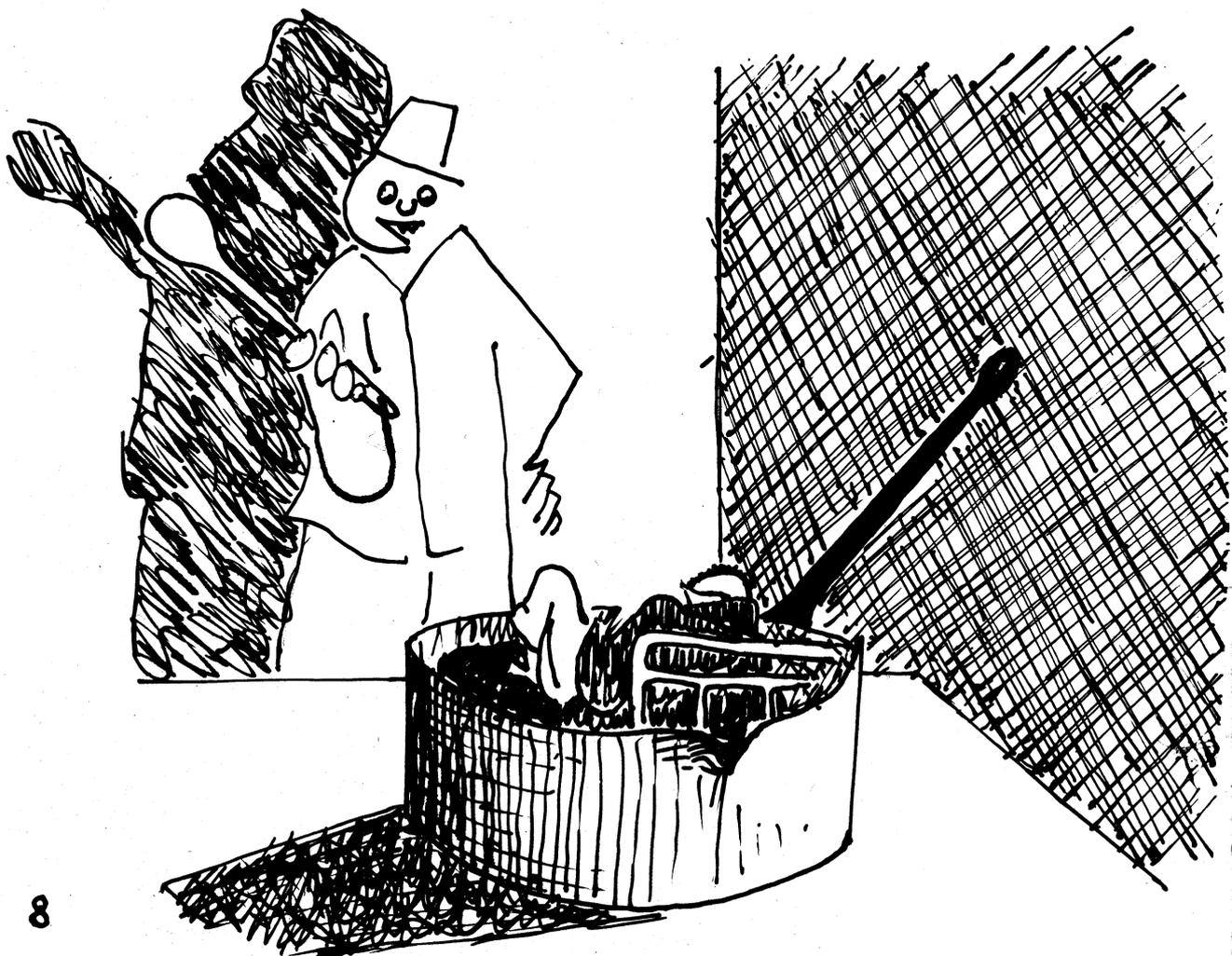
*Le moment délicat arrive. Si votre jeu de silences et de paroles n'est pas bien dosé, la sauce ne prend pas, il faut retourner à la caserne. La science psychiatrique, sous forme de colonel, est telle qu'elle peut faire tourner n'importe quelle sauce ; il n'y a pas de règle, seulement du doigté. Par exemple, si vous parlez trop, si vous noircissez votre cas à outrance (votre mère aurait-elle sauvagement tué votre père ? vous voulez faire croire ça ?), ce peut être interprété comme une réaction saine, une vigoureuse défense contre l'agression du colonel, donc vous n'êtes pas malade. Etc. Si vous ne parlez pas du tout, on peut dire aussi que vous n'avez rien à dire, donc que tout va bien, donc que vous êtes parfaitement *normal*. C'est bizarre ; on a vu les discours les plus alambiqués, les plus *grossiers* réussir, d'autres, beaucoup plus réels, ne pas marcher. Vous devez non seulement sentir votre comportement, mais le faire sentir. C'est que la psychiatrie, sous forme de colonel, voudrait bien ne pas se payer de mots, seulement.*

Si par hasard, l'agression continue, si le colonel ne reprend pas les éléments de votre pathologie pour les synthétiser sous une étiquette, la sauce est perdue. Il est très difficile, voire impossible de la rattraper. Puissez tout ce qu'il vous reste de courage dans votre anti-militarisme secret et adoptez les comportements les plus fous, en ayant bien soin cependant qu'ils n'attirent pas sur vous que de l'agressivité, mais aussi de la pitié. Soyez une loque. Alors tout le processus peut recommencer, mais comme il est souvent assez long, (minimum : 3 semaines en général) le sujet risque fort de s'abîmer, et en fin de compte, la sauce a un goût trop amer.

*Si vous réussissez à traverser tous ces obstacles, une étiquette vous est affectée, à la suite de quoi vous êtes déclaré *réformé*. Servez-vous enfin dans un plat chaud, entouré de champignons et de petits oignons, c'est délicieux.*



N.B. Nous regrettons de devoir signaler que cette recette ne peut se préparer qu'avec de jeunes mâles.





L'accélération de l'inflation est actuellement le problème majeur des pays capitalistes. S'il n'y a pas un discours de gouvernant qui ne dénonce *ce cancer qui ronge l'économie*, les technocrates qui nous exploitent prennent bien soin de masquer les causes réelles de l'inflation sous des explications techniques. Cette attitude est d'ailleurs devenue leur style de gouvernement ; ils renouent avec une vieille tactique qui consiste à faire prendre les vessies pour des lanternes, et leurs décisions politiques pour des impératifs de meilleure efficacité.

Ce qui ne les empêche pas d'attribuer l'inflation aux salariés, aux paysans, aux pays exportateurs de pétrole (au choix).

L'inflation nous apparaît d'abord comme étant la hausse des prix de détail lorsque nous échangeons notre salaire contre des moyens de subsistance. Les travailleurs vivent ainsi concrètement le fait que leur salaire se mesure au prix des produits dont ils ont besoin pour vivre, en constatant que ceux-ci ne font que courir derrière les prix, sans trouver d'explications sur la cause de leur hausse.

On ne peut trouver d'explication que du côté des prix de production (salaires, matières premières, prix agricoles). Si l'on prend l'exemple des prix agricoles, on constate qu'ils baissent à la production, mais grimpent à l'achat dans les magasins. L'incohérence du commerce alimentaire n'explique pas tout. Le ministère prétend que c'est à cause d'un coût de transformation croissant. Mais les paysans producteurs de lait ont montré que ce coût est d'autant plus élevé que les profits des entreprises capitalistes du secteur sont croissants.

Le profit (ou accumulation du capital) dévoile ainsi son rôle moteur dans l'accélération de l'inflation, ceci dans tous les secteurs. Mais ce profit, cette accumulation du capital existe depuis la naissance du système capitaliste. C'est pourquoi il faut montrer pour quelles raisons les prix de production ont faiblement progressé dans tous les pays capitalistes dans la période 1955-1967, et puis ont brusquement flambé.

1 - L'inflation dans les luttes sociales

Nous avons donc vu que l'inflation est une arme utilisée par les capitalistes pour maintenir leurs profits quand les travailleurs les obligent à augmenter les salaires et leur pouvoir d'achat. L'inflation est une arme politique dans l'affrontement des classes sociales. Elle est la conséquence monétaire de la lutte pour le partage de la richesse née du travail productif.

- le prolétariat pour arracher la restitution du produit d'un travail que les patrons ne lui ont pas payé
- la bourgeoisie pour conserver et accroître ces profits nés du sur-travail.

Jamais, le prolétariat n'a de raison d'accepter le partage de la richesse nationale en vigueur, car tout devrait lui revenir. Mais quand il n'est pas anesthésié par des organisations collaboratrices de classe (partis sociaux-démocrates au pouvoir et autres partis réformistes) ou les miettes que peut lui lâcher la bourgeoisie en période de croissance, l'affrontement qu'il mène pour obtenir la restitution d'une part importante des profits entraîne par rétorsion du patronat, une dose supplémentaire d'inflation.

Il faut donc voir pourquoi il n'a pas été nécessaire au patronat de recourir à l'arbitrage inflationniste pendant une longue période (de 1963 à 1967, la hausse des prix n'a pas dépassé en moyenne 2,8 % en moyenne par an).

Durant toute cette période, les conditions politiques ont permis au patronat de limiter les hausses de salaire, même lorsque les syndicats ont essayé de s'opposer à cette *police des salaires*.

Car si l'inflation prend racine dans les conflits sociaux transposés au plan économique, elle en mesure aussi l'intensité : la plus ou moins grande violence de la lutte et l'affaiblissement du pouvoir politique qui en résulte, amènent le patronat à se résigner à une plus ou moins importante inflation (étant bien entendu que l'inflation est pour eux une arme de dernier recours pour éponger les résultats de la lutte des travailleurs). Par exemple, on ne peut comprendre l'origine de la différence du simple au double entre les hausses de prix allemande (7,5 %) et française (15,5 %), si l'on ne tient pas compte du maintien du consensus, du statu quo social réalisé dans ce pays par la social-démocratie allemande et les syndicats réformistes.

Actuellement, les pays où il y a alliance d'une social-démocratie au pouvoir et d'une bourgeoisie réalisant une croissance économique suffisante pour lui permettre de réaliser son programme social (Allemagne, Pays-Bas, Scandinavie) connaissent une hausse des prix modérée.

Mais plus fondamentalement, le patronat a cherché à réduire systématiquement la part des salaires dans le coût de production en augmentant la part des bas salaires par le recours à la main-d'oeuvre immigrée, rurale, féminine ou temporaire.

A ceci s'est ajouté la parcellisation des tâches, la déqualification des postes, la division du travail entre différentes unités de production d'une même entreprise issue d'une concentration. Cette politique a permis un important gonflement des profits : dans les années 1941-1965, aux Etats-Unis, les profits ont été multipliés par dix, alors que les prix ne faisaient que doubler (l'indice des cotations des actions industrielles en bourse était aussi multiplié par dix). Mais la remontée générale des luttes ouvrières en Europe dans les années 1968 jusqu'à maintenant, a mis en pièces cette politique.

2 - Fin du statu-quo social en Europe de 68 à 74

La vague inflationniste qui se développe en Grande-Bretagne, en Italie, en France, en Espagne et ailleurs, traduisent l'éclatement du consensus social réalisé auparavant.

- **en Grande-Bretagne**, bien que la crise soit née de l'incapacité de la bourgeoisie anglaise à reconverter l'appareil industriel et financier de l'époque impérialiste d'avant-guerre et à le recentrer sur l'Europe, la vague des grèves de 1970-1973 a montré la détermination retrouvée de la classe ouvrière anglaise. Ces grèves ont été souvent décidées à la base (avec les puissants *shop stewards* ou délégués d'atelier) en court-circuitant l'appareil réformiste des syndicats. Ces grèves, même récupérées par l'arrivée au pouvoir des travaillistes ont établi un nouveau rapport de force bourgeoisie-prolétariat, qui a remis en cause le compromis réalisé lors du retour des travaillistes au pouvoir en 1945, entre la sauvegarde des intérêts du grand capital et l'impératif de la stabilité politique ; accord concrétisé par l'acceptation des objectifs travaillistes (nationalisations, plein-emploi, croissance économique, intervention de l'Etat).

Ces réformes étaient le prix minimum à payer par la bourgeoisie pour que ne soit pas remis en cause sa domination sur le pays.

Aussi, le refus ou l'acceptation du contrat social adopté par le gouvernement Wilson et les syndicats, type même de proposition d'établissement d'un nouveau consensus social (modération des revendications de salaire et bannissement des grèves sauvages, contre avantages sociaux et baisse des prix alimentaires) par les ouvriers, sera un test important pour une classe ouvrière qui risque de jouer un rôle important dans les luttes à venir du mouvement ouvrier en Europe.

- **en Italie**, c'est le *mai rampant* de 1969-1970, puis les refus concertés de payer les hausses de prix (loyers, transports) actuellement, qui marquent la fin du statu-quo précédemment établi par les gouvernements de centre-gauche.

Le *miracle économique italien* réalisé dans les années 60 par la bourgeoisie nationale (Mattei, et l'ENI, Agnelli et la FIAT...) et les investissements américains avaient permis de satisfaire en partie les revendications matérielles des ouvriers et de les faire adhérer au système de consommation (diffusion du rêve de la *machina* de l'automobile). La violence des affrontements de classe actuels a obligé la bourgeoisie à accepter une inflation galopante accentuant la crise interne de cette semi-colonie américaine:

- **en Espagne**, le tournant des grèves de 1968 a obligé le régime à liquider les technocrates de l'Opus-Dei et a consacré l'échec de la croissance et la fin de fabuleux profits pour les capitalistes étrangers et espagnols. Ces grèves dures qui se poursuivent actuellement ont aussi dépassé l'appareil bureaucratique des commissions ouvrières et du parti communiste et ont dissipé l'illusion de pouvoir oublier et faire oublier la réalité du régime fasciste par la réussite individuelle et la consommation diffusée par le régime dans les masses.

3 - La situation en France

- **de 1963 à 1967**, la hausse des prix fut modérée sous le régime gaulliste, car celui-ci s'est appuyé sur une période d'importante croissance économique. Les travailleurs étaient sortis affaiblis de l'échec de l'épreuve de

force engagée contre le régime lors de la grève des mineurs de 1963. D'autre part, avec une politique teintée de populisme et l'octroi de quelques réformes sociales, il a pu couper l'herbe sous les pieds d'une gauche réformiste, affaiblie, qui s'est vite résignée. Il a su insuffler à une bourgeoisie débarrassée du problème algérien, une idéologie d'efficacité, de modernisation, d'exportation, et surtout lui fournir une importante aide de l'état. **Ainsi le pouvoir gaulliste a pu établir un consensus social de 1963 à 1967, où la concertation entre partenaires, qui sur le fond n'avaient pas d'options tellement divergentes sur la société, devenait réellement possible, et permettait d'éviter le pis-aller de l'arbitrage inflationniste.**

- **de 1968 à 1974**, la crise sociale de mai 68 succédant à la vague de grèves de 1967 marqua brutalement le refus des travailleurs de continuer à cautionner le partage en vigueur des fruits du travail productif. L'explosion des salaires à laquelle le gouvernement dut se résigner (11 % d'augmentation aux accords de Grenelle) a été immédiatement récupérée par le biais de la hausse des prix ; l'état reprenant par le laminage du niveau de vie une partie de ce qu'il avait concédé. Il en laissa une partie pour relancer la consommation et l'activité industrielle, le deuxième semestre de 1968 fut un moment faste pour les industries (relance des investissements pour satisfaire la demande de biens de consommation).

4 - La nouvelle offensive du patronat

Après avoir dû céder sur les salaires (en 68 en France et en Italie, en 69 en Allemagne), le patronat a repris l'offensive sur le terrain de l'organisation du travail : intensification des cadences, mais surtout restructuration industrielle. Mais les luttes entreprises contre cette tentative l'ont sérieusement contrée : Lip et la réorganisation du trust suisse ASSUAG, Rateau et la CGE, les Tanneries d'Annonay et les TFR, etc... Alors ce mouvement a été amplifié avec l'internationalisation de la production ; on peut citer le rachat de la première firme pharmaceutique française Roussel-Uclaf (16000 ouvriers) par Hoesch, alors que l'état aurait pu prendre le contrôle de cette entreprise, vu que cette vente fut décidée pour payer des droits de succession (hélas, M. Roussel était l'ami intime de Pompidou, pas celui de Giscard). Mais l'extension des luttes à l'organisation du travail y a fait en grande partie obstacle.

Aussi le patronat s'est trouvé, dans les années 70, dans l'impossibilité de poursuivre l'accumulation du capital sur des bases imposées par lui et ses alliés au début des années 60, alors même que l'intensification de la concurrence inter-capitaliste (Etats-Unis contre Japon et Europe) le poussait à maintenir un taux d'accumulation élevé. Si l'endettement accru lui permettait de se procurer immédiatement les capitaux (plus de 8 milliards de dollars d'emprunt sur le marché européen pour l'Italie en quelques années), c'était dans la mesure où de forts profits étaient escomptés ensuite pour pouvoir rembourser les investisseurs américains.

L'Italie est actuellement dans une impasse complète, car elle ne peut plus trouver de capitaux pour payer des importations vitales (l'Italie est après le Chili, sur la liste noire du gouvernement américain, bloquant les prêts à ce pays tant qu'il n'aura pas *assaini ses affaires*). Quand on sait ce que ce mot veut dire dans la bouche d'un Kissinger, et que l'on voit les agissements de l'armée, des services secrets et des groupes fascistes en Italie, on comprend que les préparatifs pour sortir le capitalisme italien

de ses mortelles contradictions par la solution politique du fascisme, doivent être bien avancés. Le fascisme qui est, comme l'inflation, une solution coûteuse, permet de faire repartir l'accumulation et la hausse des taux de profit en attaquant de front les salaires et le niveau de vie de travailleurs paralysés par la terreur fasciste.

5 - L'inflation, paralysie du système

L'inflation apparaît ainsi comme la manifestation de l'incapacité des capitalistes à maintenir leurs profits, par une attaque directe contre les salaires et le niveau de vie des ouvriers quand le rapport de force leur est défavorable. Il ne leur est alors plus possible d'assurer le renouvellement du système, et ils sont alors menacés d'une crise mortelle qu'ils vont essayer par tous les moyens de conjurer, et notamment par la prise de pouvoir par les secteurs fascistes de l'armée, de la police, aidés dans cette besogne par les milices d'une petite bourgeoisie aux abois.

Mais avant d'arriver à cette solution, qui ne devrait cependant pas tarder, l'inflation fait dans les mécanismes du système capitaliste, les mêmes effets que le poison sur le corps humain. En effet, de même qu'une période d'euphorie précède l'agissement du poison, maintenue dans certaines limites, l'inflation procure certains avantages au système :

- comme nous l'avons vu, la dépréciation monétaire opère des transferts de revenus au profit des groupes les plus forts (l'inflation atteint surtout les personnes âgées qui n'ont aucun moyen de se défendre)

- en dégageant des profits importants de TVA (sur l'essence par exemple), elle permet de financer des équipements supplémentaires pour le secteur privé (en effet, la part des équipements collectifs diminue dans le budget 75), sans demander un vote d'impôts au parlement.

- en laminant l'épargne, elle produit le même effet qu'un prélèvement fiscal (8 % de perte sur les dépôts à la caisse d'épargne, soit de 35 à 40 milliards de francs cette année), en évitant une nouvelle taxation.

- en perturbant les trésoreries des entreprises, l'inflation jointe au resserrement sélectif du crédit (il n'affecte pas les multinationales et les grosses sociétés qui empruntent sur le marché international), élimine les entreprises trop endettées, comme Titan-Coder, ou celles qui n'ont pas les reins assez solides. Ceci facilite la concentration et la réorganisation de l'appareil industriel.

Ainsi l'acceptation de l'inflation par le patronat (qui va d'ailleurs entraîner son accélération) lui laisse plus de marge de liberté pour négocier avec les travailleurs et pour limiter les risques d'affrontement avec la classe ouvrière.

Cette politique que la social-démocratie allemande a pu mener à bien (lors de la dernière rencontre patronat-gouvernement-salariés, les salariés ont été invités à *modérer leurs revendications pour que les entreprises dégagent des bénéfices suffisamment importants pour permettre d'importants investissements*, la hausse des salaires de 9 % acceptée par les syndicats, laissant 17 % de hausse des profits), s'est heurtée en France et en Italie aux couches sociales de la moyenne bourgeoisie, importantes pour leur soutien au régime comme le montre l'adoption de la loi Royer.

L'alliance des régimes Messmer puis Giscard avec ces couches, a réduit la marge de manœuvre du patronat. Alors que la crise financière se développe entre les faillites en chaîne et l'effondrement des bourses de Paris, Londres et ailleurs, la poursuite de l'inflation a tout juste permis la poursuite un peu factice de la hausse des taux de profit. Alors tous les pays se sont tournés vers l'exportation pour consolider et élargir leurs positions internationales ; mais cette lutte inégale pour tirer parti de la crise actuelle a surtout permis aux américains d'éliminer leurs concurrents européens et japonais, à travers une **crise pétrolière qu'ils ont provoquée**. Cette lutte à coûteux tirés a surtout contribué à montrer les efforts des Etats-Unis pour réorganiser à leur profit les conditions de production à l'échelle mondiale et instituer une nouvelle divisions mondiale du travail.

Mais cela nous renvoie à l'étude de la guerre inter-capitaliste au niveau international, ce qui sera sans doute l'objet d'un prochain article ou d'une brochure sur les problèmes économiques publiée par ce journal.

Conclusion

Si l'on prend pour synthèse la remarque de l'économiste français F. Perroux : *Si l'on adopte la vue essentielle selon laquelle l'inflation est liée à la lutte entre les détenteurs du pouvoir d'achat pour le partage d'un produit réel insuffisant pour les satisfaire tous ensemble, on renvoie l'analyse à celle : d'une part, des capacités de revendication des travailleurs, d'autre part, des capacités de résistance du patronat et de l'état, on constate que l'inflation devient donc un élément de notre combat quotidien sur nos différents lieux de travail. Car cette analyse est celle que nous faisons constamment pour évaluer notre rapport de force établi contre le régime. En devenant un problème politique, l'inflation n'est plus un problème qui nous dépasse, comme tente de nous le faire croire le régime, mais quelque chose sur laquelle notre lutte de classe constante a une emprise.*

* * * * *

SANS TITRE : CENT VIES

CENT TITRES : HEROS SANS VIE

**Dans le pays qui sombre
analphabète
par la bouche que le garrot ouvre
tout de même
sort la langue
Par les bouches d'égout bouchées
par de sanguinaires bouchers
pas encore dégoutés
s'en va
l'horreur
le défi à la mort
et l'espoir de la liberté
désespoirs présents des fueros perdus**

A Delgado et Granados,
A Puig Antich et aux autres victimes du capitalisme phalangiste.

VOYAGE EN HONGRIE

Ce que vous pourriez voir, entendre, sentir, pleurer et rire à 155 km à l'Est, si vous y étiez, comme nous, entre un 1er août et un 21 août 1974.

Ces premières précautions prises, dresser d'abord les cadres du séjour en Hongrie, puisqu'il s'agit bien de ce pays. Sur 3 semaines, 2 et demi passées en compagnie de P. et A., logeant et mangeant le plus souvent chez eux.

P. étant l'ami de l'une de nous, connu et fort apprécié au cours d'un stage d'un an qu'il effectuait en France. Milieu aisé, intellectuel et médical. Etant donné l'ignorance totale du hongrois de notre côté, l'ignorance du français ou de l'anglais du côté des Hongrois (ils apprennent plus généralement l'allemand, avec le russe bien sûr qui est obligatoire à l'école), il était impossible de parler avec d'autres personnes que P. et A. Ce qui signifie que les quelques informations que nous tenons, nous viennent d'eux seuls et que le reste est pur produit de notre pensée ou de notre imagination, elles-mêmes n'étant pas nourries de connaissances théoriques aux niveaux politique, économique ou autres du même type... Ce qui veut dire encore que nous n'avons aucune direction de recherche, que nous nous promenions, c'est tout, et que les questions que nous posions étaient fonction des circonstances.

Ainsi la première chose visible, était la vie extérieure sur les routes et dans la rue ; notre première découverte fut l'aspect animé et très sympathique de celles-ci. Des vélos, motos, chevaux et charrettes qui nous enchantaient (en françaises un peu nostalgiques d'un passé toujours merveilleux). Animation, vie, qui selon des amis qui connaissent d'autres pays de l'est, n'existent qu'en Hongrie. D'ailleurs P. et A. nous ont dit à maintes reprises ; *c'est en Hongrie qu'on vit le mieux.*

La seconde chose qu'on peut évaluer de l'extérieur, c'est le nombre de magasins, et ce qu'on y trouve. Eh bien, vous y trouveriez tout ce que vous trouvez ici, moins le luxe, peut-être, qu'on cotoie en nos cités occidentales (il existe aussi ici, mais moins apparent, moins répandu et peut-être aussi moins frappant, pour nous qui y sommes habitués). Par la suite, nous avons appris que le salaire moyen était en Hongrie de 300 F, ce qui vous permettra d'évaluer la suite :

La nourriture est bon marché (1 litre de lait : 20 cts) ; vous mangeriez très bien au restaurant pour 3 à 10 F, c'est le vin qui rend les repas plus chers (il en double facilement le prix). 1 kilo de légumes ou de tomates : 1 F.

Les vêtements sont relativement chers (A. disait qu'il lui fallait son salaire d'un mois pour s'acheter un bon manteau). A noter que dans la rue, nous ne pouvions pas voir des différences de rang d'après l'allure ou le costume, car il n'y a pas de recherche vestimentaire, du moins apparente pour nous (très frappant, quand vous êtes habitués à considérer la hauteur, la largeur, l'épaisseur, etc... de la silhouette des autres). Sont chers également les appareils ménagers (au moins une fois et demi le prix d'ici).

Pour ce qui est des *nourritures intellectuelles*, les livres les moins chers sont ceux qui sont édités en Russie, on trouve des livres très bien reliés de 1 à 10 F, ou bien édités en Allemagne de l'est, mais seulement de la littérature classique. Les livres édités à l'ouest, en France notamment coutent le double, que ce soit livre de poche ou Skiva. Cinéma : aux environs de 3 F, mais un spectacle de ballet sur l'île Marguerite (sur le Danube, quartier *bien*) à Budapest : 10 F. Disque 33 tours : 10 à 20 F.

Les transports : le métro coûte 40 cts ; à ce propos quelque chose de drôle : une machine *composte* (drôle de mot) votre billet à l'entrée du couloir du métro. Si vous vous avisez de passer sans faire poinçonner ce billet, vous recevez une décharge électrique.

Quand aux loyers, ils peuvent varier de 30 à 200 F, ou plus sans doute. Ainsi P. et A., qui avaient un grand appartement (2 grandes pièces, une petite cuisine, salle de bains, WC), très beau, sur une grande artère de Budapest, payaient 160 F (loyer qu'ils estimaient élevé). Mais le gros problème à Budapest est le manque de logements ; en raison de quoi on trouve facilement 2 couples logeant dans un F 2. P. et A. ont logé pendant 2 ans dans un F 2 avec la mère de A. et deux enfants. Et pourtant, ils étaient relativement riches, ce qui laisse supposer des conditions plus *inconfortables* encore. Ce qui doit créer en plus des problèmes psychologiques. Comme je le faisais remarquer à P., il m'a répondu à peu près cela, de façon ironique : **oui, mais tu sais ici, il suffit d'avoir les yeux fixés sur l'étoile rouge, et ces problèmes disparaissent.**

Nous avons voulu poursuivre la conversation, parler de psychanalyse, mais cette conversation n'a jamais pu aboutir. Pour eux, la *psychologie* (ils n'utilisent pas le terme psychanalyse) était une religion, la séance chez le psychiatre, une sorte de confession, une simple soupape de sécurité. Nous avons eu l'impression qu'ils ne connaissent pas grand-chose à ce sujet, et même que nous ne parlions pas de la même chose...

Toujours à propos du manque de logement : ce manque entraîne tout un système de tractations officieuses. P. et A., pour avoir leur appartement, ont dû payer à l'ancien locataire une reprise de près d'1 million (ancien). En dehors même de cette dernière constatation, on peut estimer déjà que la vie n'est pas si bon marché que ça, qu'un kilo de pêches à 1 F, c'est cher quand on a 300 F par mois ; ou qu'avec un tel salaire, on ne peut pas avoir un appartement au centre de Budapest, etc... L'échelle des salaires est officiellement de 1 à 5, officieusement au moins deux fois plus grande (d'après P.), ce qui entraîne donc une hiérarchie par le fric. C'est ainsi que si vous avez les moyens, vous pouvez vous acheter une voiture ou une maison. Pour faire construire une maison, beaucoup se groupent. Vous n'avez pas droit à plus d'une résidence *privée*, mais en fait, vous pouvez mettre la deuxième au nom de votre fils ou de votre neveu. Dans certains beaux quartiers de Budapest, vous aurez une maison, si vous pouvez la payer en dollars.

P. et A. nous ont dit également que les paysans vivaient bien, parce qu'ils avaient une propriété dont ils pouvaient vendre les produits. Ils n'ont droit à cette propriété que s'ils travaillent à la coopérative, et P. et A. nous ont fait remarquer que les paysans travaillaient à la coopérative uniquement pour avoir cette propriété privée. On peut noter ici que lorsque nous traversions un village, et que nous voyions une belle maison, A. nous disait : *ça, c'est la maison du chef de la coopérative.*

Il y a donc à distinguer domaine public et domaine privé ; le public étant caractérisé par l'aspect bon marché, mais

aussi parfois par la lenteur du service (vous pouvez attendre près de 6 mois qu'un menuisier veuille bien vous faire le placard dont vous avez besoin - selon A.). Mauvaise organisation de ces services également : les crèches par exemple, ne sont pas assez nombreuses. Et c'est le règne du pourboire. Si vous voulez être bien servi, il faut sortir votre porte-monnaie, et ceci notamment chez le médecin.

Au niveau de l'industrie, nous ne savons pas grand chose, sinon qu'il manque certains produits de base parfois sur le marché. Nous pouvons aussi donner l'exemple d'une fabrique de rails de chemins de fer où A. a travaillé : 70% de la production était vendue à la Russie à des prix dérisoires, quant aux 30 % qui restaient, ils n'étaient pas utilisés, ou du moins, nul ne savait où ils passaient. Par ailleurs le chômage est évité par la création de postes bidon : dans cette même entreprise, A. n'avait absolument rien à faire...

Une autre information que je ne sais pas où caser : les femmes ont droit à des contraceptifs sur ordonnance d'un médecin, mais il est impossible pour un couple non marié d'obtenir une chambre dans un petit hôtel, et bien sûr, de louer un appartement... D'autre part, le nombre des avortements dépassant largement le nombre des naissances, il est question de restreindre la liberté d'avorter en janvier prochain.

Parlons maintenant de l'attitude de l'administration et de la *présence* des Russes. Pour ce qui est de l'administration, nous n'avons pas eu avec elle quelque difficulté que ce soit à la frontière ou au commissariat, où nous devions nous présenter 24 heures après le passage de la frontière. Par ailleurs toutes les conversations que nous avons eues avec P. et A. ont eu lieu n'importe où, sans précaution, mais en français. Nous ne trouvions les journaux français que dans certains hôtels.

Les Hongrois ont le droit d'aller dans un pays de l'ouest une fois tous les 3 ans (si leur famille a quitté la Hongrie, ils doivent attendre 5 ans). Mais ils n'ont droit qu'à 15 dollars (approximatif) si leur voyage doit durer moins de trois semaines, et 5 dollars (approximatif aussi, mais en tout cas bien inférieur au premier chiffre), s'il doit durer plus de trois semaines...

Quoi que vous pensiez de leur liberté ou non, vous ne pouvez pas vous ballader en Hongrie sans trouver partout des camps militaires russes. Un militaire russe vous attend sur une route pour vous dire, en russe, que vous devez attendre que les russes aient terminé leurs manoeuvres militaires, avant de pouvoir continuer votre route. Ils vivent en cercle très fermé ; on ne les laisse jamais plus de 2 ans *pour qu'ils ne soient pas influencés par le révisionisme hongrois* (dixit A.). C'est l'ambassadeur russe qui décide aussi si telle ou telle pièce de théâtre passera ou non, etc...

Il y a à Budapest, sur une colline, une statue élevant très haut un rameau et qui symbolise la liberté apportée par les Russes. On raconte là-bas que si la statue tient si haut ce rameau de liberté, c'est pour que les Hongrois ne puissent pas l'attraper...

Vous pouvez vous rendre compte que nos hôtes n'aimaient pas les russes, critiquaient l'organisation du système, mais ils ne défendaient pas non plus le système capitaliste...

Alors ? ... Alors nous avons eu l'impression d'une résignation. Leurs réflexions étaient souvent amères, voire cyniques. Quand on leur demandait : *qu'est-ce que vous attendez ?* Ils ne pouvaient pas répondre. Ils attendaient un *mieux*. mais quoi précisément ? ... Ce qui nous a frappé par exemple, c'est qu'A. ait été très surprise de cette question : *Puisque tu critiques ce système, comment élèves-tu tes enfants ?*

Par ailleurs, nous avons eu le sentiment qu'avoir des amis du côté occidental faisait parti d'un certain standing, et qu'ils tenaient beaucoup à conserver ces relations. Pour nous, nous en avons conclu (et jusqu'à preuve du contraire) que la Hongrie était un pays pratiquement colonisé, que le système était comme chez nous basé sur le fric ; avec un niveau de vie moins élevé. Ce système entraîne les mêmes sentiments de besoin et de manque, ne représente pas en tout cas, le *socialisme* que nous pouvons désirer.

LE REFUS DU ROLE

Le principe minimum de l'organisation serait l'absence d'organisation. Et j'en déduis :

- le refus du groupe et du couple (le plus petit groupe qui soit).

Il en résulte que l'on privilégiera les relations existentielles, et non les relations de tâche et de projet. Dans la mesure où des relations seraient d'abord des relations de tâche (pour des services par exemple), il s'agirait immédiatement de dépasser la tâche et pour cela de manifester ses propres impressions. Il ne peut y avoir de transparence dans les rapports, et donc de mouvement de sa propre conscience et donc de mouvement de la conscience du prolétariat que dans la mesure où l'immédiat apparaît et peut ainsi être dépassé, encore faut-il en avoir envie, et n'avoir pas peur d'être direct même si on se trompe, avoir peur de se tromper, c'est encore jouer le personnage du mec sérieux. Qui va donc ouvrir le feu le premier ? Encore une impression du passé. Ce qui ne signifie pas que l'on va vivre avec tout le monde, il s'agit simplement de libérer l'expression au niveau de ses manifestations immédiates dans les relations. Seule cette libération de l'expression peut permettre une libération de la créativité et de l'énergie bloquée par ces innombrables séparations que sont les faux-semblants. La créativité est un mouvement de décentration vers l'intérieur - apparemment, car il n'y a ni intérieur, ni extérieur, tout est relationnel, mouvement, dialectique. C'est ainsi que la dialectique peut entrer dans la vie quotidienne, et n'être plus seulement un objet de discussion.

Dépasser la schizophrénie et les comportements paranoïaques, voilà le programme minimum. Et c'est dans cette mesure que nous pouvons devenir situationnistes, si nous pouvons créer les situations de changement avec les autres où nous puissions nous enrichir. C'est peut-être par cette pratique apparemment anodine que nous pourrions trouver les conditions de création de situations plus radicales au niveau de la société. Et c'est ainsi que l'on pourra cesser de survivre avec tout le monde pour enfin vivre.

Sur le plan de l'organisation du quotidien, le minimum d'organisation à conserver et à conquérir est celle qui nous protège le mieux de la misère due à l'absence de fric. Il s'agit de collaborer le moins possible au système. Une position marginale - être à l'extérieur - ne peut être que spectaculaire : une prétention. Or tous ceux qui sont apparemment à l'extérieur, s'ils ne veulent pas se vouer au suicide, sont obligés d'avoir recours à des gens ayant un rapport avec le système. Il s'agit plutôt de se

promener et de privilégier la dérive à travers des situations sociales diverses pouvant être simultanément contradictoires. C'est à ce point que l'existence d'un réseau est une nécessité. Cette absence de réseau explique pas mal les piétinements ; mais les piétinements s'expliquent

par l'isolement volontaire dans lequel se sont mis un certain nombre de gens pendant un certain nombre d'années. Ce nombre de gens étant plus nombreux que ceux auxquels vous pouvez penser.

La principale erreur tient à l'erreur sur les perspectives, sur le scénario révolutionnaire. Tout scénario est encore un système intellectuel établi pour mettre de l'ordre dans sa tête et se sécuriser, même si ce scénario est un scénario où l'on joue sa vie. Pourtant le développement d'une activité ludique aurait pu amener la critique de l'ensemble des systèmes révolutionnaires. L'erreur en clair, se ramène à identifier le mouvement révolutionnaire à un mouvement armé et donc pour cela chercher à se donner les moyens d'une intervention armée, sous forme d'aide au mouvement propre du prolétariat, ou sous forme d'interventions directes lors d'occasions, ou sans occasions suivant la théorie du moment ; et donc pour cela se doter d'une logistique relativement complexe et clandestine. Alors qu'il s'agit de s'attaquer aux représentations, d'abord entre nous et par rapport à ceux que nous cotoyons, pour ensuite trouver la pratique critique des représentations au niveau le plus général.

Il est évident qu'il ne s'agit pas de rejeter telle ou telle pratique, il s'agit de prendre conscience de l'ensemble des déterminations qui ont amené à privilégier certaine pratique - d'autres préfèrent gagner confortablement 3000 F par mois en collaborant avec le système - ces derniers se donnant bonne conscience par telle ou telle pratique séparée de leur quotidien. On peut dire que la démarcation se fait entre ceux qui acceptent le travail et vont donc lutter dans la sphère du système du travail, et ceux qui le refusent, ce qui ne veut pas dire qu'ils ne seront pas obligés de temps en temps de travailler. L'insupportable du travail ressenti existentiellement comme faux-semblant, amène aussitôt à réfléchir sur des moyens autres d'organiser sa survie.

Ils sont à ranger dans les pratiques diverses qui sont expérimentées actuellement par les prolétaires :

- utilisation des ressources des congés maladie, des assurances et du chômage,
- utilisation de sa notoriété et donc de ses relations et de son savoir pour réaliser des opérations de récupération de fric (contrats de recherche, etc...),
- artisanat (brocante, habits etc...)
- parasitisme par rapport à d'autres ou aux parents,
- détournement de rôles (en particulier chez les enquêteurs)
- organisation d'unités de production paysannes communautaires,
- en général restrictions de sa consommation et donc des besoins d'argent, amenant à travailler partiellement,
- lancement d'affaires commerciales d'avant-garde (arts, presse, écologie), favorisant l'élargissement de la sphère marchande du capitalisme.

Le choix par tel ou tel individu n'est pas dû au hasard. Et la folie ne serait-elle pas à ranger parmi ces pratiques. Elles expriment le refus du salariat et du travail dirigé, d'une certaine organisation de la survie, d'une certaine contestation. Il y a bien des différences parmi ces pratiques. On peut dire que tout individu en rupture avec le système dominant est amené à réagir contre lui et à expérimenter des comportements sociaux qui lui sont le plus facile dans le milieu dans lequel il se trouve, à ce point, le passage au groupe permet effectivement une plus grande efficacité.

L'erreur est d'ériger en système telle ou telle pratique. La plus grande erreur étant l'absence de conscience des choix que l'on fait.

En ce qui me concerne, je n'ai eu l'impression de créer des situations que quand je travaillais, ma pratique se ramenant alors à me saboter, c'est-à-dire à refuser de jouer le rôle qui était prévu que je joue à l'intérieur du système. Cette pratique amène aussitôt un certain nombre de réactions diverses, elle déçoit les rapports entre les gens. J'étais prof, et j'ai refusé d'être prof jusqu'à ce que l'on me foute à la porte. Au contraire, j'y ai pu expérimenter une pratique qui maintient les rapports au début, pratique fréquente chez les gens de gauche : critiquer le système et même l'institution dans laquelle on se trouve sans se saboter ; cette pratique maintient les relations d'identification et permet de se maintenir.

De façon générale, toute personne devant jouer un rôle dans la société et qui refuse de le jouer, crée une situation. La première pratique réellement révolutionnaire est celle-là, et l'on peut dire qu'elle établit la rupture avec le système. Le refus du rôle d'ouvrier aurait pu amener une radicalisation de LIP. Et la révolution sera le refus du rôle, il n'y aura plus ni ouvriers, ni paysans, ni intellectuels.

Et alors comment on bouffera si personne ne veut travailler, ne veut transporter les artichauts de Bretagne à Paris...

Au niveau de l'union des prolétaires, le principal rôle à démonter est celui du coordinateur, de l'intermédiaire nouvelle forme de leader. S'il y a besoin de coordinateurs, c'est qu'il n'y a pas réellement de désir de coordination. De même refuser les relations de tâche qui amènent une distribution de rôles.

C'est seulement dans la communauté avec d'autres que chaque individu a les moyens de développer ses facultés dans tous les sens ; c'est seulement dans la communauté que la liberté personnelle est donc possible.

Ruptures, points de fixation, cheminements. Pratiquement nous ne nous sommes jamais interrogés sur nos cheminements respectifs.

Réappropriation de son corps, de la science et des techniques.

Quelles situations faut-il étudier ? Favoriser le développement de la conscience pratique. Sur quels moyens traditionnels ?

Dégager les possibles de ceux que nous connaissons et dégager nos propres possibles. Conscience pratique et décentration ou diffusion de l'insupportable.

Inventer des mots et les retourner.

Le refus du rôle, ou, pourquoi se faire chier ?

C'est un peu triste que l'auteur essaie de répondre à cette question si peu concrètement, utilisant un langage plein d'emphase et pas très vivant ; je crois que c'est le type d'article qui serait intéressant, et surtout lisible, s'il était plus *immédiat* (cf dans l'article), et *personnel*, et ne passait pas par ce langage lié à une tournure d'esprit sophistiquée, bien répandue dans certains milieux... (d'ultra-gauche ?). Disons que la manière dont c'est écrit ressemble pas mal à ce qui est dénoncé dans le texte.

Bref, ça peut susciter un débat...

Un lecteur de l'article.

M.I.A.J. et décadence



Le mouvement indépendant des Auberges de Jeunesse (M.I.A.J.) est né en 1951, au moment où l'Etat, afin de contrôler les auberges de jeunesse, propose des subventions.

Des subventions, oui, mais l'Etat nomme des membres de droit dans les organismes de direction, et prétend contrôler l'utilisation de ces subventions (tiens, tiens), et fermeture à 10 heures du soir.

Cependant les *minoritaires* du centre laïc des auberges de jeunesse, créent le M.I.A.J., après la scission du congrès de Choisy-le-Roi (nov 1951). Cette scission est provoquée en toute conscience et d'une manière spectaculaire en réaction contre la dissolution du CLAJ, au profit de la fédération nationale des A.J., intégrée à l'Etat, qui se fédérera en fédération unie des A.J. dans les années 60 après plusieurs années de conflits internes.

Evidemment la majorité des militants qui ont créé le M.I.A.J., manifestaient des opinions libertaires. Les autres, dont certains étaient marxisants, refusaient également l'intervention de l'Etat, et se méfiaient des magouilles politiciennes qui se tramaient dans les coulisses de la FNAJ.

La cohabitation de ces militants qui ont créé le MIAJ, ne posa jamais de problèmes majeurs au sein du mouvement, mais au contraire, permit des débats extrêmement enrichissants, malgré quelques bavures.

Le MIAJ se donnait comme but d'être un endroit où se rassemblent des jeunes, travailleurs notamment, pour des loisirs en dehors du système autant que possible.

Exemple : faire du ski implique payer l'hôtel, plus le bistrot, plus la boîte de nuit, plus payer des remontées mécaniques, plus la location des skis et des chaussures. L'A.J. évite l'hôtel, le restau où l'on se fait chier.

L'A.J. est le lieu de rencontre (soirée-guitare) et de départ (ballades à ski, à la montagne, à la campagne).

Les A.J. étaient retapées par les membres du MIAJ, cela resserre les liens entre ces mêmes membres.

Dans les A.J. du MIAJ, tout fonctionne selon un modèle autogestionnaire. Sur place, il y a de quoi faire la cuisine (cuisinière, couverts, assiettes, etc...)

A la différence des hôtels, restaurants, les relations marchandes s'estompent. On fait soi-même sa bouffe, il y a des matelas, il suffit d'emporter un duvet.

Donc éviter les loisirs-vacances style *Club Méditerranée*, mais aussi *boy-scout* ou style *classique* (quelle joie de s'entasser sur les plages de Palavas à Villefranche-sur-mer et de payer 1500 à 2500 F par mois en juillet-août pour se loger !).

Principe de fonctionnement : des groupes locaux prennent en charge dans leur région une ou plusieurs auberges (à la montagne ou à la campagne).

Si quelqu'un seul ou en groupe, veut y passer quelques jours, il le fait savoir au MIAJ, qui lui donne les clés de

l'auberge. Après son séjour, l'individu ou le groupe rend la clé au MIAJ et remplit le cahier des charges (nom, adresse, prix du séjour) et laisse l'argent (toujours des sommes très peu importantes).

Témoignage n. 1

C'était en 1970, je ne connaissais pas le MIAJ. Mais j'avais quelques copains dedans. On était trois et on est arrivés dans cette auberge de montagne. En arrivant, on nous a invités derechef à boire un bon coup. Sur les bancs, les gus se sont poussés et on a tous bouffé. Comme l'auberge restait à finir d'aménager, on a donné un coup de paluche au boulot. Bien sûr, on s'est balladés, on a rigolé, bossé, joué à la guitare. C'était sympa, pour nous MIAJ égale : lieu de rencontre des gens, tentative de vie collective préfigurant pendant 3 jours une autre vie.

Témoignage n. 2

Nous, c'était en octobre 1974, nous ne connaissons ni l'une ni l'autre, le MIAJ. Cependant, on nous en avait beaucoup parlé dans le style du témoignage n. 1. Nous arrivons donc assez enthousiasmés dans l'auberge de Pesey, après 7 km à pied, tard dans la nuit, s'attendant à un accueil sympa, mais la déception a vite remplacé l'enthousiasme :

Qui êtes-vous ? D'où venez-vous ? Comment êtes-vous en possession de la clé ? De toute façon, on vous prévient, l'auberge est complète. On ne peut pas vous loger. (on peut se demander que représente ce on).

Il y aurait beaucoup à dire également sur les contacts inexistants entre les différents groupes présents, l'un des groupes essayant d'imposer son règlement intérieur, différant peu des auberges officielles du FUAJ (fédération unie des A.J.)

Exemple : Cessez de jouer de la guitare, on veut dormir. On vous donne un quart d'heure pour dormir !

A noter, en plus des oppositions entre gens du MIAJ, au passage, la sensation pénible d'empiéter sur le territoire de quelques individus qui considèrent de plus en plus les auberges du MIAJ comme étant leur résidence secondaire.

Faut-il en déduire que le MIAJ n'est plus qu'un mot vide de sens !

Autre exemple concret de l'accueil chaleureux de l'A.J. Nous n'en savons pas la cause, mais durant tout notre séjour à l'auberge, nous n'avons pas eu de chauffage, la chaufferie étant soi-disant *encrassée*. Aussi lorsque le week-end suivant (celui de notre départ) quelques personnes du groupe de Lyon débarquèrent à l'aube, on eut droit à la réflexion sympa du type :

Tant mieux si vous n'avez pas eu de chauffage de la semaine, comme ça, nous ce week-end, nous n'aurons pas à racheter de mazout pour nous, car il n'en restait pas beaucoup !



MIAJ, 7, rue du Major Martin - 69001 LYON
le mardi à 21 h

Auberges : St Victor (42) - Malleval (42)

Pesey-Nancroix (74) - Le Bessat (42) - Torcieu-Montferrand (01)

Tél. 52 84 66

L'ETAT CHINOIS CONTRE CONFUCIUS

La Chine est à la mode. Le dernier bouquin de PeREFITTE, l'ancien minintre UDR, *Quand la Chine s'éveillera*, s'est vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Plus modestement, une réunion organisée à Lyon le 19 octobre dernier par les Amitiés franco-chinoises a rassemblé plusieurs centaines de personnes. De nombreux voyages sont organisés et c'est ainsi que cet été, plusieurs responsables de la CFDT ont visité les réalisations chinoises. Pour beaucoup de militants de gauche, la Chine apparaît, sinon comme un modèle, du moins comme l'espoir d'une autre société.

Pourtant à regarder les choses de plus près, on sait peu de choses sur la Chine, peu de choses sur les événements de ce pays, peu de choses sur ce que pensent au jour le jour les ouvriers et les paysans chinois. Les livres que l'on peut consulter, émanent soit des hommes politiques des Etats capitalistes, comme PeREFITTE, soit des quelques amis de la Chine, longuement triés sur le volet, et dont le point de vue s'écarte peu du point de vue officiel de l'Etat chinois.

- le dernier livre de Carrol, *La deuxième révolution chinoise*, est malgré tout extrêmement intéressant, Carrol étant pratiquement le seul à faire preuve de réflexion critique et à essayer d'aller un peu plus loin que le point de vue officiel sur les événements qui ont agité le pays -.

Que savons-nous des violents débats et affrontements qui ont opposé cadres politiques, cadres techniques, ouvriers et paysans pendant la révolution culturelle ? Presque rien en dehors du schéma politique simpliste, a posteriori, selon lequel telle ou telle organisation était manipulée par la *bande noire*, des capitalistes déguisés en révolutionnaires. Que savons-nous de la signification concrète et réelle de l'élimination de Lin Piao, passé du jour au lendemain du rôle de dauphin de Mao à celui de traître ? Rien, sinon que Lin Piao avait toujours comploté contre Mao, etc... Le point de vue officiel de l'Etat chinois ne nous apprend pas grand chose, et comme il s'efforce, avec quelques succès, de monopoliser toutes les informations venant de Chine, il nous condamne doublement à ne rien savoir.

Pour ne citer qu'un exemple, on ne serait pas mécontent d'avoir un ou plusieurs correspondants ouvriers et paysans chinois, qui nous enverraient régulièrement des informations sur ce qui se passe autour d'eux, sur ce qu'ils pensent, eux personnellement, des événements dans leur vie et dans leur pays.. Le problème de la traduction pourrait facilement être résolu ; les éventuelles divergences idéologiques aussi ; lorsqu'on parle de ce qu'on vit, de ce qu'on voit, de ce qu'on pense par soi-même, les divergences idéologiques se retrouvent à leur vraie place et peuvent être réellement débattues. Mais trouver ainsi des correspondants est à proprement parler impensable, l'Etat chinois ne peut pas tolérer que des ouvriers et des paysans puissent correspondre avec l'étranger sans passer par ses filières officielles et sans être étroitement soumis à son monopole des idées.

Ceci pourtant ne veut pas dire qu'il faut renoncer à comprendre ce qui se passe en Chine, ni qu'il faut se désintéresser des événements de ce pays, comme certains copains ont tendance à le faire. Rien ne remplace l'information directe, c'est certain, mais il y a d'autres moyens, indirects, ceux-là, de se faire sa petite idée.

C'est ainsi que depuis bientôt un an, une vaste campagne contre Confucius et le confucianisme est organisée dans tous les secteurs de la société chinoise. Pour les lecteurs français, cette lutte peut sembler très obscure. Qu'est-ce que le confucianisme ? Pourquoi les dirigeants chinois s'attaquent-ils à une idéologie vieille de plus de deux mille ans ?

De cette obscurité peuvent pourtant jaillir quelques lumières sur la société chinoise, et sur ce qui s'y passe actuellement. A ces questions en effet, nous pouvons donner un début de réponse, il nous suffit pour cela d'utiliser les nombreux matériaux qu'ont rassemblés les sinologues, les historiens de la Chine. Si ça ne remplace pas les informations directes, c'est mieux que pas d'information du tout.



La lutte de l'Etat chinois contre une idéologie très ancienne n'a rien tout d'abord qui puisse nous étonner. Le christianisme est lui aussi très ancien, et si un Etat européen estimait sa propre existence incompatible avec cette conception du monde, il lui faudrait bien combattre une religion qui est née il y a presque deux mille ans. Les campagnes anti-religieuses en URSS sont là pour le montrer.

Dans le cas de la Chine, il y a cependant une très grande différence. En mettant en branle tous ses moyens de propagande contre Confucius, l'Etat ne se contente pas de lutter contre une idéologie qui continue d'influencer le peuple chinois, en menant cette campagne, il veut s'inscrire dans une longue tradition de la société chinoise où ce n'est pas la première fois que l'Etat entreprend de combattre ainsi le confucianisme.

C'est ainsi que la campagne actuelle s'accompagne dans la presse et dans les livres et les revues d'un grand nombre d'études historiques sur la période Ts'in où déjà l'Etat avait entrepris une lutte radicale contre Confucius.

(1) Lorsqu'on sait que l'Etat Ts'in s'est constitué au troisième siècle avant Jésus-Christ, qu'il a présidé à la fondation de l'Etat chinois, on risque, si on connaît mal l'histoire de ce pays, d'être étonné. C'est un peu comme si l'Etat italien, devenu communiste, engageait la lutte contre le christianisme, en analysant longuement et dans de multiples articles, la lutte exemplaire de l'empereur romain Dioclétien contre les chrétiens au IIème siècle.

Les études chinoises sur la lutte des *légalistes* Ts'in contre Confucius, se veulent bien sûr des études historiques ; pour les historiens chinois, l'Etat des Ts'in est un Etat *féodal* qui, succédant à l'esclavagisme, règle ses comptes avec la vieille idéologie *esclavagiste*. Nous n'engagerons pas ici une discussion de cette analyse des théoriciens chinois, qui est extrêmement critique. Ce qui est intéressant et curieux de constater, c'est qu'au delà de l'analyse historique dans le cadre des catégories marxistes, les auteurs des différentes études ne manquent jamais de faire apparaître une sympathie clairement affirmée pour les légalistes, qui, au nom de tout nouvel Etat, s'efforçaient de détruire le confucianisme.

Cette sympathie peut s'expliquer en partie par la conception historique du marxisme officiel, pour qui l'histoire est forcément un progrès. De ce point de vue, les légalistes du troisième siècle sont forcément des *progressistes*.

A cette première raison, on peut joindre une autre, liée également à la conception marxiste. Tout passage d'un mode de production à un autre revêt des ressemblances, et le passage de l'esclavagisme au féodalisme du temps des Ts'in, constitue pour 1974, où l'on passe du féodalisme et du capitalisme au socialisme, une sorte de modèle.

Ces deux raisons ne suffisent pas cependant à expliquer l'intérêt que portent les dirigeants communistes chinois pour cette période ancienne de l'histoire de leur pays. La lutte des légalistes contre les confucianistes n'est pas seulement une étape *progressiste*, dans l'histoire de l'hu-

manité, elle n'est pas seulement un modèle abstrait des luttes que connaît tout passage d'un mode de production à un autre ; elle est également un modèle très concret pour les luttes actuelles de l'Etat chinois.

C'est ainsi que quatre ouvriers de l'Usine automobile de Pékin, invités par le pouvoir à commenter le célèbre écrit légiste de l'institution des droits héréditaires de la noblesse sur ses domaines, de Lieou Tsong-Yuan, résument leur propos :

Nous avons décidé que tout d'abord sur le plan idéologique, nous devons mieux connaître le but de l'étude des oeuvres de l'école légaliste, et de l'annotation de cet article. Par l'étude, nous sommes parvenus à réaliser que la lutte menée depuis plus de deux mille ans entre les confucéens et les légalistes dans notre histoire, était en fin de compte la lutte entre les deux lignes centrées sur le retour au passé ou la réforme, la régression ou le progrès, lutte menée par les deux classes ou fractions. Cette lutte continue encore aujourd'hui et elle influe sur le présent, et exercera son influence sur l'avenir.

Pékin-Informations, n 39, septembre 74, p 25



En nous invitant à examiner avec sympathie la lutte des légistes, de l'Etat Ts'in contre le confucianisme, en décelant une analogie évidente entre cette période reculée de l'histoire chinoise, et l'histoire actuelle de la Chine, en assimilant la lutte confucianisme/légisme, à la lutte entre les deux lignes, qui se développe depuis dix ans en Chine, les dirigeants socialistes chinois nous invitent à essayer de comprendre également de façon plus précise les raisons de cette sympathie et de cet intérêt.



Un peu d'histoire .

L'apparition en 221 avant Jésus-Christ d'un Etat centralisé, dominant l'ensemble du territoire chinois, constitue l'aboutissement d'une longue histoire. Les milliers de seigneurs qui, grâce à leurs armes de bronze et leurs chars vivaient dans leurs palais fortifiés, du travail des paysans des alentours, viennent de perdre ce qui constituait la base de leur pouvoir : Le monopole des armes, de la force (2). D'abord décentralisé dans leurs mains, le pouvoir politique s'est peu à peu concentré, sous l'effet des guerres, dans une dizaine de principautés qui, au terme d'une lutte féroce (la période des royaumes combattants de 450 à 221 avant J.C.), ont donné naissance à un Etat unique : l'Etat des Ts'in.

Dépossédés du pouvoir politique qui leur permettait d'arracher le surplus produit par les paysans, entraînés dans une transformation sociale qui les fait disparaître comme classe dominante, les seigneurs s'accrochent désespérément à une idéologie conservatrice : le confucianisme. Culte de la tradition, de la famille, des rites, respect de l'ordre établi, des hiérarchies familiales, le confucianisme constitue pour les vieilles familles seigneuriales le seul moyen dont elles disposent pour conserver leurs privilèges.

Les principautés et l'Etat centralisé qui leur succèdent, ne peuvent pas se satisfaire de cette manière de voir les choses. La guerre qui les oppose et la mise en place d'appareils d'Etat puissants et complexes, capables de contrôler un vaste territoire, exige un surplus économique gigantesque. Des millions d'hommes sont mobilisés pour la guerre, la construction des milliers de kilomètres de fortifications qui sillonnent tout le territoire chinois, la construction des routes, des canaux... Les principautés et l'Etat des Ts'in ne peuvent pas tolérer qu'au nom de la tradition et des rites, des familles seigneuriales, inutiles et dangereuses pour le nouveau pouvoir, continuent de disposer du surplus économique ; ils ne peuvent pas tolérer une conception sociale qui tend à reproduire un ordre économique archaïque, incapable de produire les énormes ressources agricoles dont les nouveaux Etats ont besoin. Il leur faut au contraire élaborer une nouvelle conception du monde, rationnelle, réaliste, absolutiste et efficace, capable de briser tous les anciens cadres sociaux. Le légisme constitue cette nouvelle conception du monde. Grâce à lui, l'Etat va réussir à détruire l'ancienne classe seigneuriale, à bouleverser de fond en comble la vieille production agricole, à prendre le contrôle de l'ensemble des activités paysannes afin d'en tirer le meilleur parti (3).

Dès les royaumes combattants, au Vème siècle avant J.C., la mise en place de puissants appareils d'Etat, la construction des fortifications, des arsenaux, des casernes et des palais, des greniers, des voies de communication... s'accompagnent d'une transformation complète de la production agricole. Les vieux clans familiaux brisés, les paysans sont partagés en groupes de 5, 10, 100 unités correspondant aux charges fiscales et aux besoins militaires.

L'agriculture primitive, très souvent sur brûlis (4), de très faible rendement, est transformée en agriculture irriguée, intensive. L'Etat organise la construction des canaux pour amener l'eau dans les régions arides et des digues pour protéger les plaines fluviales. De véritables entreprises métallurgiques regroupant des centaines d'ouvriers, et produisant l'outillage de fonte nécessaire aux grands travaux et à l'agriculture sont construites et gérées par l'Etat (5).

L'examen des transformations réalisées par l'Etat des Ts'in permet de comprendre assez bien les raisons de la sympathie qu'éprouvent pour cette période les dirigeants politiques de la Chine moderne. Cette sympathie ne porte pas d'abord sur la théorie légiste elle-même, théorie étatique extrêmement rudimentaire, qui ne disposait pas des moyens de son ambition, et qui ne parvint pas à donner à l'Etat un réel contrôle de la classe paysanne (6). Elle porte davantage sur les résultats de la politique des légistes : la constitution d'une nation et d'un Etat, et sur les similitudes indiscutables entre cette politique et celle des dirigeants actuels de la Chine. Avec les Ts'in, la Chine devient une vaste puissance économique, politique et culturelle, qui, au travers de nombreuses vicissitudes, parviendra à se reproduire pendant plus de deux mille ans, pour donner le pays que nous connaissons actuellement. Or ce résultat, l'Etat Ts'in l'a obtenu au travers de deux grands processus :

- la destruction de l'ancien pouvoir seigneurial : les fortifications, les forteresses sont détruites, les livres littéraires et philosophiques des cours seigneuriales sont brûlés ; un appareil d'Etat unique centralise dans ses mains le monopole de la force et des idées.
- la transformation radicale de l'économie : sous la direction de l'Etat, l'ensemble du peuple chinois est mobilisé pour construire une puissance économique nouvelle reposant sur l'irrigation et l'utilisation de la fonte.

L'Etat chinois actuel ne peut pas ne pas se reconnaître (au-delà des différences fondamentales qui séparent deux périodes historiques aussi éloignées), dans ces deux processus, lui qui a dû se constituer sur la destruction des *seigneurs de guerre* des années 30 (7) ; lui qui a entrepris, comme l'Etat des Ts'in, de mobiliser l'ensemble du peuple chinois pour constituer, face aux puissances capitalistes, une puissance économique reposant cette fois sur l'industrialisation, mais correspondant à une révolution économique aussi importante que l'irrigation des Ts'in.

L'envers du décor

Si elle s'explique assez bien, la sympathie des dirigeants chinois pour l'Etat légiste a cependant quelque chose d'étonnant.

L'étude de cette période reculée de l'histoire chinoise nous apprend en effet que la politique de l'Etat Ts'in n'a pas eu seulement pour effet de détruire la place dominante d'une classe seigneuriale qui ne la retrouvera qu'épisodiquement. Elle s'est également opérée au détriment d'une autre classe sociale dont cœusement les historiens socialistes chinois ne parlent pas : les paysans.

On peut s'étonner, sinon s'indigner, que les historiens de l'Etat chinois de 1974 puissent célébrer le caractère progressiste de l'Etat des Ts'in et de l'oeuvre des légistes, en ignorant superbement la somme de souffrance qu'a représenté pour les masses paysannes de cette époque ce *progrès de la société*. Les paysans chinois ont pourtant été soumis à une exploitation forcée. On les a obligés à s'entre-tuer sur les champs de bataille, à travailler jour et nuit pour construire les fortifications, les routes, les canaux, les palais ; on les a déportés en masse sur le lieu des grands travaux, là où l'Etat avait besoin d'eux pour édifier sa puissance. Certes ! dira le lecteur, mais ce gigantesque effort des paysans a malgré tout permis à l'agriculture d'augmenter ses rendements, de développer l'irrigation et de

découvrir les bienfaits du progrès économique... ceci est très vrai, mais bizarrement tous les textes, tous les documents de cette époque montrent que les paysans ont très mal compris les bienfaits de cette politique économique de l'Etat. Partout ils résistent autant qu'ils peuvent à des mesures économiques qui signifient pour eux la destruction de leur ancien genre de vie et un accroissement gigantesque de travail (8). Les paysans, déjà exploités par les seigneurs dans le cadre d'une agriculture qui leur laissait cependant un peu de temps à eux, ne comprennent pas la nécessité d'une transformation agricole dont ils n'ont nul besoin et qui profite au seul Etat (9), ils n'acceptent que contraints et forcés de travailler toujours plus pour que puisse se mettre en place une machine d'Etat dont ils n'ont rien à faire. Les paysans comprennent bien comme l'explique Vandermeersch, que les transformations de l'agriculture étaient réalisées *avant tout pour enrichir l'Etat, par l'accroissement du rendement fiscal qui est le véritable objectif cherché à travers l'accroissement du rendement agricole*. (10)

Seule la pression démographique aurait pu contraindre les paysans à accepter une transformation des techniques agricoles exigeant un accroissement continu de travail pour une consommation inchangée (11), mais comme l'explique Chao-king-chi (12), c'est l'Etat lui-même qui pour augmenter la quantité de la force de travail disponible a systématiquement favorisé l'accroissement démographique (13)

Aussi, lorsque l'historien communiste Louo Se-king, s'appuyant sur les textes du pouvoir de l'époque, rapporte avec émotion : *la population vivait dans le bonheur et même les femmes et les enfants parlaient des lois avancées par Chang yang* (légiste célèbre) (14), c'est à une véritable falsification de l'histoire qu'il se livre, falsification d'autant plus malhonnête que les paysans ne sont pas restés muets et qu'ils ont fait connaître de façon éclatante leur propre manière de voir au cours de cette période.

Les révoltes paysannes et le Taoïsme

Dès la fin des royaumes combattants, la résistance des paysans à l'exploitation effrénée que leur impose l'Etat prend une forme organisée ; les paysans ne se contentent plus de désertier, de fuir les grands chantiers, de cacher leur grain, ils constituent des associations secrètes, d'abord pour s'entraider, échapper à la famine et la misère, puis, peu à peu dans le but de renverser l'ordre établi, de supprimer les propriétaires fonciers et surtout l'Etat, dont ils perçoivent très bien le rôle déterminant. L'agitation permanente des associations paysannes, leur renforcement continu aboutira au milieu du II^e siècle ap. J.C., à une gigantesque révolte des *turbans jaunes* qui détruira pour plusieurs siècles l'Etat centralisé (15).

L'aveuglement des historiens de la Chine populair est d'autant plus inexcusable que cette lutte des paysans contre le nouvel ordre social, s'est exprimée dans une conception du monde originale qui revêt, pour toute l'histoire de la Chine, une importance aussi grande que le confucianisme : il s'agit du Taoïsme.

E. Balazs définit ainsi le taoïsme (16) ; **Antiféodal, contre les traditions et contre l'Etat, mystique et anarchiste ; l'essence de la doctrine est la non-intervention (wuwei) de l'homme (et particulièrement de l'Etat) dans les affaires de l'univers naturel et humain, réglé automatiquement par la nature absolutisée (le dao) ; la société idéale est la petite communauté autonome (paysanne) ; le souverain idéal - si souverain il y a - est le sage immobile qui n'intervient pas, et suit le modèle de la nature.**

Anti-étatique, individualiste, le taoïsme est aussi une conception économique dont il faut bien voir les fondements historiques.

Les paysans taoïstes qui vivent tous les jours l'accroissement continu de l'exploitation liée à l'intervention de l'Etat dans l'économie, disent : **il faut supprimer l'Etat, il faut développer des communautés villageoises indépendantes, vivant en harmonie avec la nature, sans armées permanentes, sans fonctionnaires et sans propriétaires fonciers.**

Cette vision économique, dans la Chine surpeuplée des T'ang, des Song ou des Ming constitue bien sûr (comme c'est le cas actuellement) un langage utopique, un rêve de l'âge d'or. Quels espoirs les millions de paysans peuvent-ils avoir en effet, de détruire un Etat et un ordre économique qui se chargent des travaux d'irrigation sans lesquels il n'y aurait plus d'agriculture intensive et plus de possibilité pour une population pléthorique de survivre ?



Les paysans chinois peuvent bien, sous l'oppression de l'Etat et de sa bureaucratie, se révolter périodiquement, ils sont pris au piège, sans l'Etat central, ils ne peuvent pas reproduire la base de leurs conditions d'existence.

A l'époque légaliste par contre, lorsque l'empire se constitue, lorsque l'Etat s'efforce d'accroître la production et la force de travail, rien n'est joué. Or, c'est à cette époque là, à la fin des royaumes combattants, qu'apparaît le taoïsme. En se révoltant, en luttant contre l'Etat, les paysans chinois du temps des légalistes, s'efforcent d'imposer, pendant qu'il est encore temps, une autre conception de l'organisation sociale, la conception d'une société paysanne suffisamment peu nombreuse pour se reproduire sans être obligée de fournir l'énorme travail lié à la production agricole irriguée, et surtout sans être obligée d'accepter une domination et une exploitation étatique rendue nécessaire par cette irrigation.

La conception économique des paysans taoïstes n'est pas à ce moment-là, tournée vers le passé ; le passé, c'est la société seigneuriale, c'est le confucianisme ; mais les taoïstes combattent avec la même énergie les seigneurs confucianistes que l'Etat légaliste. Pour eux, la tradition, les rites, l'organisation familiale des clans, le puritanisme sexuel, sont tout autant des forces à abattre que les nouveaux maîtres qui les enrôlent dans l'armée, les font travailler de force sur les chantiers des canaux et des fortifications. Profitant de la crise qui oppose l'ancienne classe seigneuriale à la bureaucratie légaliste, les paysans s'efforcent de faire prévaloir leurs propres intérêts, leur propre vision du monde, leur propre pouvoir.



Dans cette lutte les paysans chinois ont échoué, le taoïsme est devenu l'espoir impossible d'une classe condamnée par la victoire de l'Etat légaliste, à être exploitée pendant plus de deux mille ans. Confucianisme et légalisme, idéologies des classes dominantes, seront par contre les conceptions *réalistes* de l'ordre existant. Ceci, l'histoire nous l'apprend.

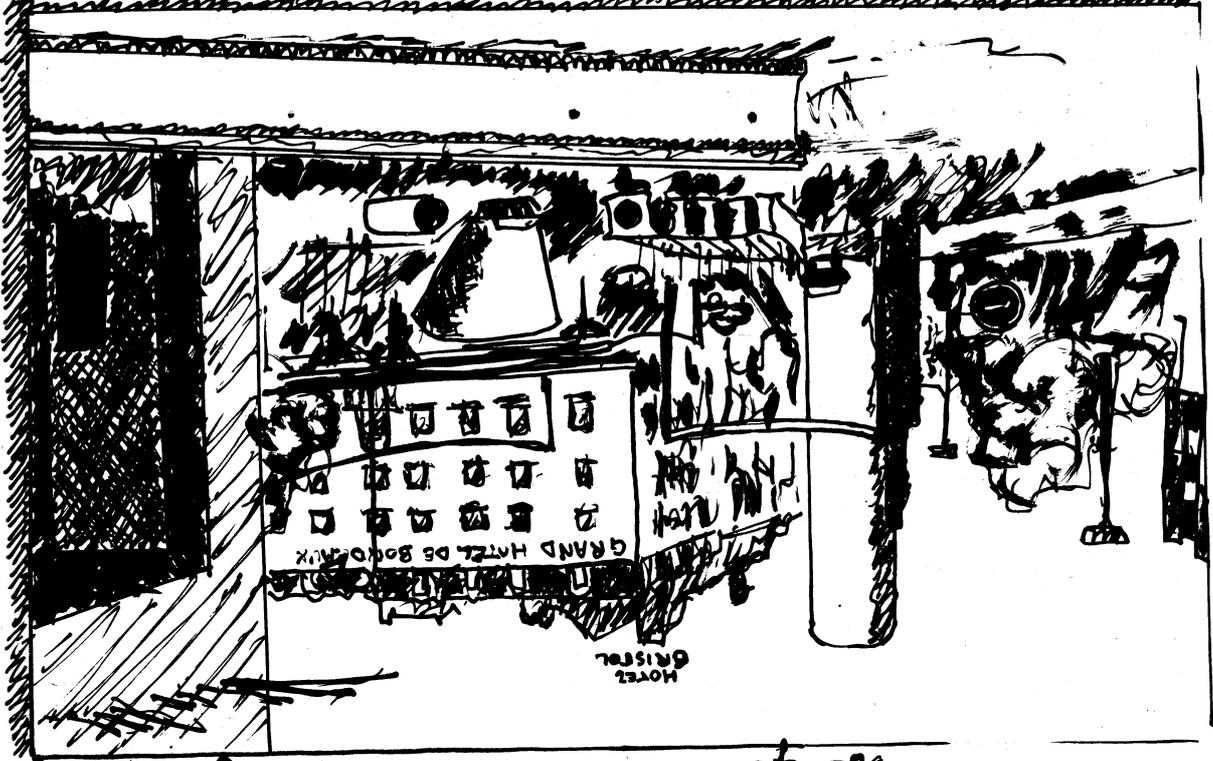
Mais refuser de voir la chance historique qui s'est présentée au moment de la création de l'empire, célébrer un fatalisme historique imbécile, même caché sous le manteau du Progrès, célébrer la dictature légaliste en refusant de voir la lutte et la pensée des paysans, les travailleurs de cette époque, travailleurs au nom de qui on prétend parler aujourd'hui, en dit long sur sa propre nature sociale.

La sympathie des historiens de la Chine populaire pour les légistes, n'est pas une simple déformation *patriotique* ; dans un monde extrêmement différent, l'Etat chinois de 1974 voudrait prouver qu'il s'inscrit et se reconnaît dans la longue lignée du despotisme étatique, qui prévaut depuis des centaines d'années en Chine, qu'il ne s'y prendrait pas autrement.

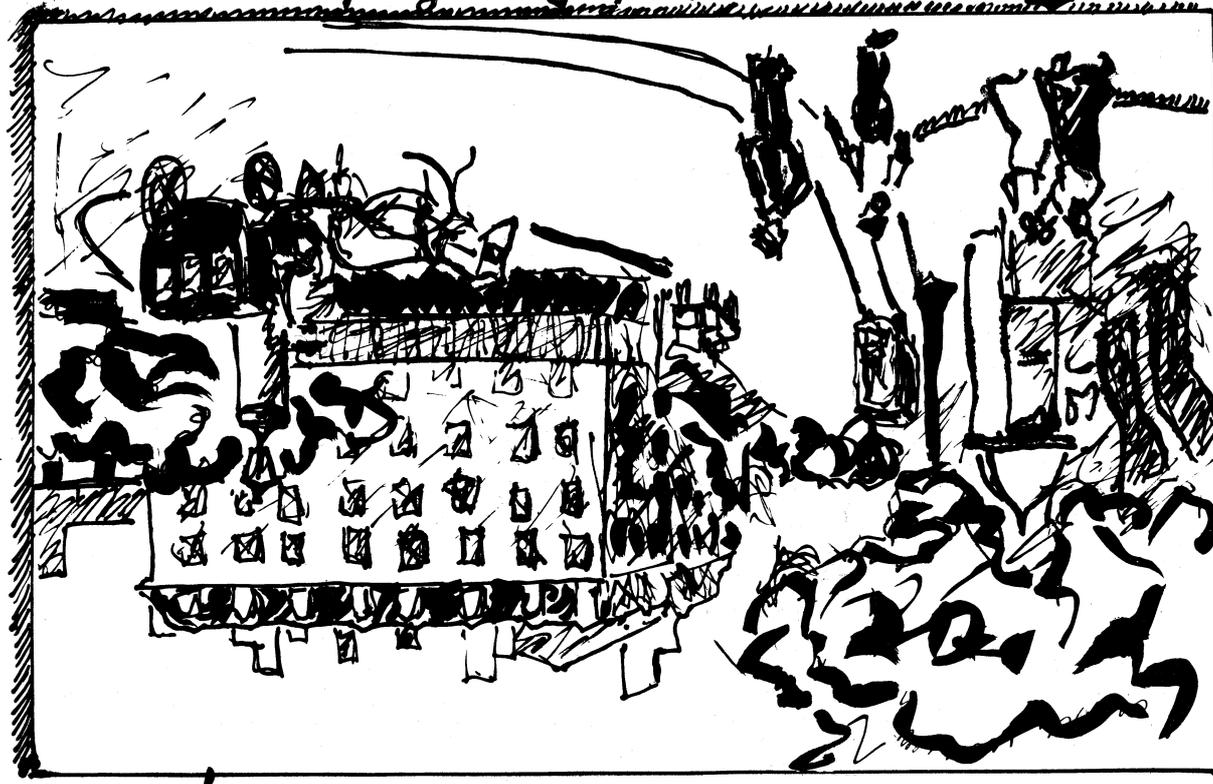


Notes

- (1) cf principalement : *La lutte entre la restauration et la contre-restauration au cours de la formation de la dynastie des Ts'in* Pékin-informations, 1974, n 17 et 18.
Mencius, champion de la restauration de l'esclavagisme Pékin-informations n 37
et *Les ouvriers, paysans et soldats sont maîtres de la science de l'histoire*, Pékin-informations n 39.
- (2) Pour toute cette période, lire surtout :
J. Gernet *La Chine ancienne*, Que sais-je
et aussi :
Eberhard *Histoire de la Chine*
Maspero, *La Chine antique*
Granet, *La civilisation chinoise*
Maspero, *Société des Chang et des Tchéou*, Bulletin de l'école française de l'extrême-orient, T XLVI, p 342
W. Watson, *Early civilisation in China*
China
Cho Yun Hsu, *Ancient China in transition*
L. Vandermeersch, *La formation du légisme*.
- (3) Sur les transformations de cette époque, cf Gernet, idem, et surtout L. Vandermeersch.
- (4) L'agriculture sur brûlis se pratique à l'aide du feu ; un coin de maquis est brûlé et les cendres servent d'engrais. Ce type d'agriculture exige très peu de travail et très peu d'outillage, mais un temps de jachère très long (6 à 8 ans) - cf E. Boserup, *Evolution agricole et pression démographique*.
- (5) cf Vandermeersch, p 38 et J. Gernet, p 80, cf également J. Needham *The development of iron and steel technology in China* p 7
- (6) Le nouvel Etat devra très vite pactiser avec le confucianisme et accepter qu'une classe de propriétaires fonciers nombreux et opulents servent de relais à sa domination, quitte à la remettre au pas cycliquement.
- (7) La reféodalisation de la société chinoise, l'affaiblissement du pouvoir central au profit des chefs de province est un fait aussi ancien que l'histoire de la Chine ; le lien entre cette reféodalisation et le confucianisme ne fait guère de doute et on peut se demander dans quelle mesure on ne retrouve pas cette tendance dans la Chine actuelle.
- (8) cf principalement Vandermeersch, p 95, et Chao-King-chi, *Keys of economic areas*, p 67-68.
- (9) Pour les paysans, l'irrigation a signifié d'abord travailler dix fois plus, pour ne pas manger davantage, et pour être sans cesse menacés par la famine liée à un système très complexe et très fragile.
- (10) Vandermeersch, p 105
- (11) Sur l'énorme accroissement de travail que constitue le passage d'une agriculture sur brûlis à une agriculture irriguée, cf Boserup déjà cité.
- (12) *Keys of economic areas*, surtout la note 5, p 26 et 27
- (13) cf également Vandermeersch p 105
- (14) Pékin-informations, 1974, n 17, p 8
- (15) Sur la révolte des turbans jaunes, cf surtout E. Balazs, *La bureaucratie céleste*, p 71 et suivantes.
- (16) p 27, idem.



le grand hôtel de la gare 1971



la descente de Penelope et 1900

à Lyon

NOUVEAU

Une promenade à Lyon (Perrache, Part-Dieu), après une absence d'une année, m'a laissé une impression pénible et a motivé l'écriture de cet article.

La machine à broyer et à reconstruire va-t-elle s'en tenir à ces deux zones, ou tel un cancer, doit-on s'attendre à une prolifération ?

La destruction systématique de certains vieux quartiers m'a beaucoup chagriné, et la vue de ces chantiers amène de suite les questions : qui a décidé cela ? et pourquoi ?

* *

L'homme de la rue, le citoyen moyen a le sentiment d'être tenu à l'écart (il l'est). On lui impose le résultat. Il n'a pas accès à la décision, à la connaissance des divers projets, au pourquoi d'un tel travail. Il ne sait rien, sinon qu'il voit s'abattre un tas de maisons, sa maison, puis surgir à cet emplacement un immeuble (H.L.M., tour, hôtel, etc...), parkings, centre commercial.

La révolution industrielle a assigné à la ville la place primordiale. **Je fais du social**, disait M. Pradel, maire de Lyon, à un interview (actualités régionales de la T.V.), en construisant des parkings et des immeubles de luxe. L'argent investi aurait pu, par exemple adapter, moderniser le système des transports en commun (confort, réduction du temps de trajet, plus grand nombre d'autocars, omnibus), et surtout contribuer à son développement dans la ville vers les banlieues, à la réduction du prix du billet.

L'expulsion du prolétariat hors de la ville fait que l'on se demande : *qui s'approprie le centre, la ville, que reste-t-il à l'O.S. ? la banlieue, les cités toutes préparées à son goût. Que devient-il ? va-t-il quitter la région, perdre son emploi ? ses avantages ?*

Ces gens ainsi délogés sont-ils d'accord ? Vont-ils trouver un appartement à leur goût, et surtout correspondant à leurs besoins ? leurs ressources ? Ils seront contraints d'aller habiter le H.L.M., la tour, d'en accepter le règlement ; et dans bien des cas de vieilles personnes, de s'habituer à la collectivité de l'asile.

On aborde un problème moral lorsque le départ affecte des personnes âgées, des travailleurs, il nous faut évaluer le choc moral d'un changement de résidence, après 20, 30 ans d'habitudes, de liens patiemment noués. Les habitats superposés devaient à l'origine libérer des espaces verts, la nécessité de construire des parkings a nié la nature. Les terres-pleins entre les immeubles sont constitués de bitume. On aménage quelques pelouses inutiles (*interdiction de marcher sur les pelouses*), de moins en moins d'arbres, de places publiques, de jardins d'enfants, de fontaines.

* *

Aujourd'hui, on voit des immeubles s'effondrer, plus de réfections ; on reconstruit des blocs d'appartements où le manque d'imagination et l'inconfort ne sont pas le moindre défaut : disparition des grandes pièces, des cheminées, des placards incorporés, des grandes fenêtres ; insonorisation inexistante, caves minuscules (beaucoup d'avantages disparaissent).

La couleur, la vie fuient la ville (paysage lunaire de béton et de poutres). Le 20^{ème} siècle, sous l'influence du capitalisme, n'a pas trouvé l'harmonie dans ses oeuvres, dans la ville proindustrielle, l'urbanisme n'est plus cohérent. Tout est basé sur l'argent, le temps. La ville doit être un lieu de socialisation.

ENFANCE INADAPTEE



Vous vous souvenez de l'article sur le ghetto de l'enfance inadaptée (n.3 I.R.L.) ; un copain handicapé de lâbas nous communique ces deux textes, extraits du journal du centre (qui commence à subir une certaine évolution depuis le printemps dernier)

La minette de mes nuits

La minette de mes nuits, je la vois avec un corps qui pourrait en faire baver pas mal.

La tête : des cheveux, courts ou longs, blonds ou bruns, je m'en fous, pourvu qu'ils soient propres.

Le front intelligent, et sans bouton.

Les yeux verts ou bleus, ou marron, qu'importe, s'ils sont malins comme ceux d'une chatte, avec de longs cils.

Des nasaux normaux, j'aime mieux quand ils sont petits, pour être moins gêné.

La bouche fine, et qui appelle le mâle : «viens dans mon paradis...» (je n'ai pas le droit de vous en dire plus, car la censure morale existe).

Maintenant passons au morceau de bravoure pour nous les hommes.

Un cou bien mignon.

La poitrine douce comme une rose ; la grosseur d'un pamplemousse en plus pointu et mûr juste à point.

Le ventre aussi lisse que de la neige fraîche.

Une paire de miches, aussi dodues qu'un gigot qu'on aurait piqué à l'ail, pour rendre le goût encore plus délectable.

Je passe sur l'anatomie du devant.

Des jambes affûtées et qui donnent envie de les caresser.

La taille, un mètre soixante, cinquante-trois kilo, toute habillée...

Quand va-t-on comprendre que les handicapés ont le droit de faire l'amour ?

Nous ne sommes pas des bêtes.

Bien sûr, pour une personne dite «normale», cela ne pose pas de difficultés, alors nous voulons connaître ces moments que la nature a faits, nous aussi, on a un sexe. ... Mais où le faire ? à la baraque ? nous ne pouvons pas, ni au centre ; alors, il n'y a plus qu'à nous faire châtrer.

Pour ceux qui s'occupent de nous, c'est difficile.

Les parents verraient mal leur enfant en train de sauter une fille, ou si vous préférez, de faire l'amour.

Les vieux en feraient une drôle de bouille...

Pourtant de le faire, c'est un équilibre.

Peut-être que ça va vous choquer, mais je m'en fous, de toute façon, c'est une vérité.

Yves le magnifique.

Le chanteur François Beranger, que nous avons été voir pour des raisons qui ne vous intéressent pas (quel culot ! non mais !) nous en a appris une bien bonne : pour chaque spectacle, les assurances refusent de couvrir les dégâts, si ceux-ci dépassent les 20 000 F (2 millions anciens), s'il n'y a pas de milice. Et il est si facile, n'est-ce pas, messieurs les provocateurs, de casser pour 20 000 F C'est pourquoi depuis la venue de cher Léo Ferré, il y a pas mal de flics en uniforme dehors, et de milice dedans. Certains de ces membres portent un bel écusson sur le bras *Agence Lyonnaise de Sécurité - Garde*, d'autres n'en portent pas, mais il semble que tous ont un joli pistolet (d'alarme ???), et il semble que le commissaire principal (ex ?) Javilliey (v's'en souvenez pas des Ecuries du Roy, et autres belles choses ?). Ah Français vous savez !

~~~~~

## à propos de la "BANDE à BAADER"

Tout le monde se souvient de la fameuse *Bande à Baader*. En fait, il s'agissait de la Fraction Armée Rouge, créée en août 70, qui, en prenant les armes, et en passant à l'attaque, espérait déclencher l'insurrection populaire. Mais les ouvriers restèrent dans leurs usines, et tout le monde leur tira dessus. Deux ans plus tard, la F.A.R. allait être éliminée (provisoirement du moins), les uns ayant été tués, les autres emprisonnés. Depuis l'oubli, deux ans de taule, en attendant un procès (? !), passées dans des conditions d'emprisonnement incroyables (isolement, murs blancs, pas de lumière naturelle, etc...). Alors, crever pour crever, autant mourir avant de devenir complètement fou. Ce qu'a fait Holger Meins.

La F.A.R. est née après les événements de 68, d'une tendance de l'extrême-gauche allemande, qui choisit de prendre les armes après la tentative d'assassinat sur Rudi Dutschke. On l'a souvent comparée à la *bande à Bonnot*, puisque les *journaux* ont tout de suite parlé de *bande à Baader*. Il fallait à tout prix ramener ce groupe naissant à un niveau de gangsters anarchistes. En fait Baader n'est pas un anarchiste ouvrier, comme l'était Bonnot, mais un intellectuel d'extrême-gauche. Et la théorie de la F.A.R. n'a pas grand chose de «libertaire». Elle s'inspire essentiellement (du moins pendant la période 70-72) de Lénine, Marx et Mao (tsé-toung, évidemment).

Ont-ils fait une analyse critique de la société ? En tout cas, on voit à la lecture de leurs textes que très vite, leurs préoccupations majeures deviennent des problèmes de tactique et de stratégie, se basant sur les révolutions de 1917 et de 1949. Ils ne semblent pas vouloir se réclamer d'une idéologie précise, seule comptait la destruction du système capitaliste. Non pas s'armer contre le fascisme, ni attaquer les banques, comme le faisait le M.I.L. en Espagne, mais se situer comme avant-garde révolutionnaire :

Oh ma mère toi qui rêvais d'avoir un enfant, tu as tant souffert pendant de longs mois du bonheur de m'avoir en toi...

Une nuit de juin, vous m'avez donné la vie, tu voulais qu'elle soit la plus belle.

Toi pour qui la souffrance ne comptait pas, à côté de la joie que tu avais, tu as dû passer des jours et des nuits d'angoisse où tu te demandais si j'allais courir et sauter comme les enfants que tu voyais.

Toi ma mère, tu voyais que ma tête ne tenait pas, mes mains ne répondaient pas, mon corps était comme un pantin, alors toi qui me voyais déjà faire mes premiers pas, tu t'apercevais que je ne pourrai jamais jouer, ni aller au boulot, ni même te donner à mon tour la joie d'être grand-mère.

Non ma mère, ce n'était pas de ta faute, celle qui m'a mis au monde un printemps de 53, m'a condamné à mort. Elle a fait une faute impardonnable.

Pour elle la vie continue, et moi je suis dans un fauteuil à quatre roues pour toute ma vie.

Oh ma mère ne pleure plus, je sais que c'est dur. Mais tu les auras.

Salut.

Yves

~~~~~

L'avant-garde ne retient pas l'initiative des masses, mais la développe. Diriger consiste à accomplir des actions exemplaires qui, par leur généralisation, dépassent toujours l'avant-garde (...). Aussi l'avant-garde n'est-elle pas le groupe qui se proclame ou se considère comme telle, mais celui qui oriente les masses par sa conduite et ses actions.

On peut critiquer ou discuter la notion même d'avant-garde, même si l'on se veut honnête vis-à-vis des masses. Mais pour mieux situer la F.A.R., on peut la comparer au M.I.L. qui attaquait les banques et entretenait une agitation armée dans un but de soutien aux grèves ou autres moyens de luttes ouvrières.

Le M.I.L. s'est auto-dissous, lorsqu'il a vu qu'il allait devenir une organisation politico-militaire, préoccupée uniquement par sa survie (planques, fric, etc...). Il semble malheureusement que la F.A.R. en fut vite réduite à ce stade, et s'en contenta....

Quoiqu'il en soit, on n'a pas le droit de laisser tomber des mecs qui sont en train de devenir dingues en servant de cobayes aux expériences de *torture sensorielle* des services spéciaux U.S. et Cie. Parce qu'ainsi, on veut faire croire aux gens, que prendre les armes, c'est un cas pathologique, comme dirait Béranger. Voyons, la révolution relève de la pathologie psychique !... etc...(et qu'est-ce qui pousse les gens à fermer leur gueule ? c'est sûrement pathologique ! non ? ...)

Qu'on soit d'accord ou pas avec leurs idées et leurs actions, la F.A.R. a montré à quel point l'Etat et le système capitaliste était décidé à réprimer toute tentative de changement radical de société. Les intentions sont pourtant claires, il n'y aura pas de quartier...

(Pendant ce temps-là on cherchait un terrain d'entente pour négocier la lutte des travailleurs...)

JULIO SANZ OLLER

(SUITE)

Résumé des épisodes précédents :

Julio Sanz Oller, jeune ouvrier de Barcelone vient d'être arrêté par la police politique et sociale ; seul dans sa cellule, il se remémore son itinéraire de militant et s'inquiète des raisons pour lesquelles on l'a arrêté.

11 heures 13 minutes

Il y avait encore d'autres possibilités. L'une d'elle était l'entreprise. La commission ouvrière de la Seat, bien que peu nombreuse, avait mené jusqu'au bout ces derniers temps, des actions importantes qui avaient culminé avec le licenciement de nombreux compagnons. Cette mesure avait aiguillonné le malaise interne et la commission préparait de nouvelles actions : la police pouvait craindre que les 23 000 travailleurs de la Seat (filiale de Fiat), se mettent en grève et entraînent les autres entreprises du secteur. Mais qu'est-ce que j'avais à voir avec tout ça ?

Veulent-ils que je dénonce les travailleurs possédant une conscience de classe ? Les membres de la commission ? Moi qui suis un des initiateurs de cette commission, je devrais la mettre aux mains de la police ? Ils sont fous à lier.

L'odeur de la perceuse et de son huile blanchâtre de refroidissement m'attaqua avec plus de force que d'habitude. Le copain de l'équipe de l'après-midi ne m'avait pas nettoyé la machine, et dans la perceuse pleine de petits copeaux de ferraille, ça avait pourri durant la nuit. A cause de la mauvaise qualité de cette huile, des boutons nous sortaient sur tout le corps ; si en plus, on la laissait pourrir...

Je mis en marche le tour tout en pensant à l'engueulade que je lui mettrai quand je le verrai. Dès 8 h du matin, j'en avais assez de répéter les mêmes gestes. Ma tâche consistait à faire une frette qui me prenait une opération. Le temps assigné à chaque opération était de vingt secondes, fixé par les moments où je relachais et appuyais la pince de sujétion. C'était un travail qui n'exigeait aucune initiative, aucune responsabilité. Initiative ? en réalité aucun travail de ce type ne l'exige. Les plans disent tout à l'avance, tout est calculé, la vitesse de coupe, la vitesse de l'avance, le nombre des révolutions. La responsabilité consiste à ne laisser passer aucune pièce défectueuse, et encore il y a un vérificateur pour contrôler.

Nous ne vous payons pas pour que vous pensiez, me dit une fois le contremaître, pour cela ils paient d'autres messieurs, et bien mieux que vous. Alors, toi, fais gaffe au plan, et c'est tout.

Il ne m'arriva plus de prendre des initiatives, et le travail s'est transformé pour moi en une routine sans intérêt. J'avais pourtant étudié le métier et dans l'atelier où je travaillais précédemment, ils me reconnaissaient la catégorie d'ouvrier qualifié de première catégorie. Mais la Seat, au moment de l'embauche, n'avait besoin que d'O.S. (ouvrier spécialisé). Je réussis à obtenir la catégorie d'O.P. (ouvrier professionnel), quoique le travail fut le même que celui des O.S. Ils m'assurèrent que je serais au bout d'un an, P 2, sans abandonner le travail en série, évidemment.

Quand il en manquera en outillage, vous vous présenterez.

Avec cet espoir, je rentrais dans la boîte, et puis, la paie d'O.P. chez Seat, était légèrement supérieure à celle qu'on me donnait dans l'atelier comme O.S. Cependant, quand j'étais très fatigué de faire toujours la même chose, je regrettais l'atelier où le travail était plus varié et moins accablant.

Parfois je dois tourner 240 pièces par heure pour gagner une prime. Une pièce toutes les 15 secondes. D'un coup de clef, j'ouvre la pince de la machine-outil, je mets la pièce, je ferme avec deux coups de clef, et avec la main gauche libre, je guide le volant que le couperet amène à ma portée. Je lâche la clef, j'appuie sur le bouton. La pièce se met à tourner pendant que le jet de la perceuse tombe sur elle. Quand le couperet commence d'entamer le métal, j'appuie doucement sur le volant, jusqu'à ce que les traits qui sont marqués à la craie coïncident sur le tambour mobile et son correspondant fixe. Si je mets l'automatique, je ne me fais pas la prime. Une longue spirale de couleur violacée se dégage de la pièce et tombe sur les côtés de la machine ou dans celle-ci. J'arrête avec la main gauche, en même temps, avec la main droite, je fais tourner le volant pour séparer le couperet. Sans finir cette manoeuvre, j'ai déjà pris la clef pour ouvrir la pince de la machine-outil où se tient, bien droite, la pièce. Un seul coup et la voilà dehors. J'en place une autre. Une pression, une autre par sécurité, approcher le couperet et appuyer le bouton : 15 secondes. Toutes les dix pièces, je dois vérifier si elles sont bien tolérées. Si rien n'a bougé, ça ne peut pas rater. Ma responsabilité consiste à contrôler que rien n'a bougé, et mon initiative, c'est de changer le couperet quand je considère qu'il est usé et qu'il ne coupe plus beaucoup, ce qui se voit facilement par le genre de copeaux qu'il produit : au lieu d'une spirale longue et continue, ça sort en morceaux.

Mais même cette initiative m'était contrôlée par le contremaître.

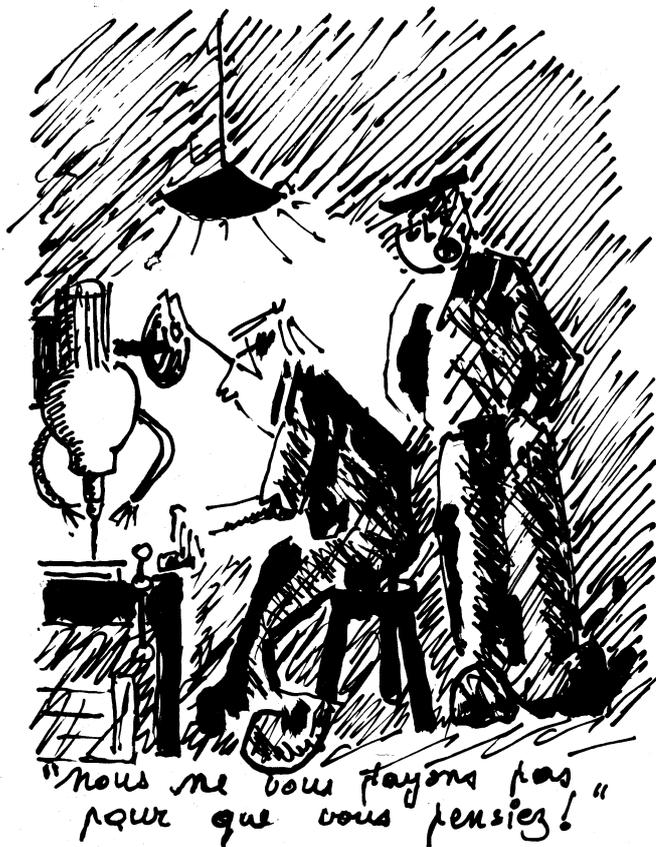
Qu'est-ce qui vous arrive avec les couperets ? On dirait que vous les mangez. Mettez plus d'huile ! - et sans attendre ma réponse, il ouvre le robinet de la perceuse, tout est éclaboussé, et je ne m'arrive plus à voir le travail que j'étais en train de faire, caché derrière le gros jet d'huile.

Contenant à peine ma colère, je remets le petit jet du départ. *El Rubio* s'approche de moi en riant : *Toujours aussi emmerdant, le vieux ? envoie le donc se faire foutre comme je fais.*

El Rubio (le blond) était originaire d'un village d'Almeria, malgré ses cheveux blonds. *Un Anglais a dû passer par là, disions-nous en plaisantant. Dans son village il travaillait comme apprenti boulanger, toute la nuit, pour quatre sous. Ça oui, du pain, je pouvais en manger autant que je voulais, disait-il sérieusement. En fin de compte, il se lassa du pain, et vint voir à Barcelone s'il trouvait quelque chose à se mettre dans la barreta* (bonnet catalan), et il disait

barreta, *El Rubio*, parce qu'il était conscient de l'intégration (il avait lu Candel) et les mots catalans qu'il pêchait, il les fusillait.

Malgré son origine andalouse, peut-être parce qu'il était blond, il était flegmatique. Si quelqu'un se moquait de lui ou de son village qui se trouvait près de *Palomares de las bombas* (pigeonniers des bombes), il le regardait fixement, sans se troubler. Si l'autre insistait, il lançait un *de quoi parles-tu, guardacabras ?* (gardien de chèvres), aussi le plus arrogant s'écrasait. *El Rubio* s'était gagné le respect des gens par son attitude envers le contremaître : sa tactique consistait à se montrer indifférent à son égard il l'ignorait purement et simplement. Si le contremaître lui parlait, il ne lui répondait pas, comme s'il ce qu'il lui disait ne le regardait nullement. Si parfois il avait besoin de quelque chose, il allait directement au chef de service. Le vieux, comme il l'appelait, finit par le laisser tranquille et décida d'utiliser la même tactique que lui. Dans cette ignorance réciproque, qui gagna le plus ? *El Rubio*, naturellement.



Quand la sirène sonnait, la majeure partie des machines étaient déjà arrêtées, et on s'était essuyé les mains. Rapidement, chacun rapprochait son siège, une caisse posée à l'envers. Quand le cercle était formé, chacun sortait son casse-croûte avec curiosité et parcimonie, pour donner du suspense à la chose. Ça m'a toujours fait rigoler que les hommes mariés ne sachent jamais ce que leur femme leur a mis dans la gamelle. Ils respectent l'initiative féminine, pour ce qui concerne la cuisine. La femme de l'ouvrier, plus que la mère, est consciente que le casse-croûte qu'elle prépare à son mari a une fonction sociale plus importante que le fait de l'alimenter. Le casse-croûte indique le standing. C'est la démonstration publique et palpable d'être ou de ne pas être un crève-la-faim. Le pauvre, mais honnête d'antan, est de nos jours discrédité. Être pauvre,

c'est-à-dire plus pauvre que les ouvriers, est une humiliation que personne ne revendique ; et être honnête au prix de la pauvreté, c'est une bêtise. J'avais remarqué en France une chose qui m'étonnait beaucoup : les cantonniers noirs balayaient les rues habillés impeccablement, avec chemise blanche, cravate et costume foncé. Dans les petits villages français, on reconnaît très facilement, les dimanches, les espagnols et les italiens par leur tenue impeccable. Un ami français, à qui je faisais la remarque, me répondit : *Chacun met sa dignité où il peut.*

Cette phrase, je la ressentis sur le moment comme une offense à cause de ma nationalité, mais elle me fit réfléchir et j'arrivais à comprendre son sens réel. L'unique et véritable dignité de l'ouvrier se trouve dans la lutte qu'il mène pour se libérer de sa condition d'exploité. Le reste, ce sont des dérivatifs qui cachent la véritable dignité. Bien que romantique et affectée, l'insouciance vestimentaire des *jeunes barbares*, tient à souligner ce point de vue. C'est comme la dignité ridicule des ronds de cuir qui se fixe au col blanc de leur chemise. S'habiller comme un bourgeois, c'est vouloir imiter son modèle, vouloir vivre comme lui en donnant de la valeur à l'ostentation extérieure pour le prestige qu'elle entraîne. Il faut reconnaître que les Espagnols aiment beaucoup qu'on les considère : les maudites apparences, qui ont tant de valeur pour eux, ces descendants d'une classe noble.

Le casse-croûte de *El calvo* (le chauve), se composait de divers morceaux de lapin ou de poulet, mis entre deux énormes morceaux de pain, avec de la tomate et des poivrons, une espèce de *sanfaina*, deux ou trois pommes et un quart de vin. C'était lui qui battait le record. *El Follaor* (le baiseur) avait l'habitude d'apporter une omelette aux aubergines. Chaque fois il faisait la moue en la voyant. Son surnom lui avait été donné parce qu'en arrivant à l'usine, il ne racontait que ses aventures amoureuses, qui finissaient toutes au lit. Il se fâcha tellement quand on lui donna ce surnom, qu'il en vint à se maillolcher avec plusieurs. Ça faisait 7 ans qu'il était marié, et quelques mois qu'il avait son propre appartement.

- *Sais-tu ce que c'est que de vivre 7 ans chez les beaux-parents ?* disait-il en se mettant les mains sur la tête et en ne montrant que le blanc de ses yeux.

Maintenant il était endetté : le crédit des meubles, le loyer, et pour comble, sa femme était malade. Il faisait le maximum d'heures possibles, mais même ainsi, il n'arrivait pas à joindre les deux bouts.

- *Heureusement que je n'ai pas d'enfants, sinon... et il faisait le geste comme s'il se les coupait... et aux canards,* et il se remettait les mains sur la tête, et on ne voyait plus que le blanc de ses yeux.

- *Hein, Follador, la vie a fini par t'enculer !*

Il ne sut pas s'il devait se fâcher ou en rire, il finit par en rire. Il permettait que je lui donne ce surnom, mais seulement quand il n'y avait pas de témoins, et si je n'en abusais pas.

Le pont de groupe était Manolo, un gars tellement sérieux, qu'il n'avait pas de surnom. Très serviable, très attentif aux autres, très écouté, style HOAC (action catholique ouvrière). On lui manifestait de ce respect fait d'une admiration distante que l'on éprouve envers quelqu'un qui paraît intelligent à cause de sa distinction. Il savait calculer sa paie chaque semaine au centime près, ce qui était en réalité une belle performance. Il apportait des revues

qui n'étaient ni sportives, ni pornographiques, mais des journaux sérieux, et il aimait commenter les discours des ministres, pour les critiquer avec une indignation qui chez lui promettait de se transformer en quelque chose d'organisé. A cause de cela, il fut le premier à qui je proposais

de monter une commission dans le secteur, ou n'importe quelle autre amorce d'organisation. Il me répondit d'une manière très évasive : que si la famille, que si le travail, que si les réunions de la H.O.A.C...le permettaient...et puis s'il perdait son emploi, il perdrait son appartement qui appartenait à la boîte...

- Si je peux t'aider en quelque chose, tu me le dis, mais les réunions ça c'est impossible, tu le vois bien.

Il continua de plus en plus à s'indigner en critiquant les discours des ministres, mais sa sécurité provoqua quelques failles qui ne passèrent pas inaperçues. Devant moi, il n'osa plus parler des sujets sociaux avec la même autorité qu'avant.



Ça n'allait pas être facile de créer une commission dans le secteur, encore moins dans l'atelier; ça ne faisait que deux mois que je travaillais à la Seat, et je ne connaissais presque personne. Les salaires étaient les plus élevés de l'industrie métallurgique, eux-mêmes plus élevés que ceux du textile et du bâtiment. De plus, la majorité des ouvriers était constituée d'immigrés récents, venus des campagnes du Sud ou des Castilles, sans tradition ouvrière, quasi analphabètes, et contents de trouver enfin un travail fixe dans une grande entreprise. On ne voyait aucune perspective d'organisation. Tout horizon semblait fermé. Les commissions ouvrières, qui avaient appelé à des manifestations devant les syndicats (voir le numéro précédent) avaient disparu, car la majorité de leurs dirigeants s'étaient retrouvés en prison à cause d'un indic. La tentative pour les reconstituer avait été vaine à cause des conflits entre le PCE et l'ASO (Alliance syndicaliste ouvrière). L'ASO recevait de l'argent de certaines organisations américaines qui ne virent pas d'un bon oeil l'alliance avec les P.C., et menacèrent de couper les vivres. Ceux de l'ASO avaient ainsi trop de raisons pour accuser ceux du P.C. de dirigisme, et pour rompre l'unité précaire. Ils profitèrent de quelques tracts distribués par le P.C.E. et signés *Commissions ouvrières suppléantes centrales* pour se brouiller avec les commissions ouvrières. Cette décision fut prise par les dirigeants de l'ASO pendant que ses meilleurs militants et les plus intéressés par cette union, se trouvaient en prison. En apprenant cela, les meilleurs d'entre eux abandonnèrent l'ASO, qui disparut dans la nuit des groupuscules. Mais le mal était fait et les différentes branches de l'action catholique, d'où était issue la majeure partie des gens de l'ASO, créèrent entre catholiques une ambiance hostile aux commissions, en les accusant d'être soumises au P.C.

Le complexe d'infériorité des catholiques n'était pas étranger à cette position, incapables qu'ils sont de défendre les motivations de leur foi face à un athée, surtout lorsque son athéisme est militant et qu'il met le catholique devant la difficile reconnaissance des dettes que lui crée sa soumission respectueuse à une église, celle d'Espagne, qui marche à fond avec le régime oppresseur. Ainsi la majorité des ouvriers catholiques s'enrôlèrent dans des organisations confessionnelles où l'on suppléait à l'analyse marxiste de la situation par des révisions de vie monastiques, avec des résultats que je vous laisse imaginer.

Le P.C. pour sa part, n'avait pas de forces suffisantes pour monter à lui tout seul une organisation de classe. Il l'avait bien essayé, fidèle aux normes de Lénine, en créant la fantôme *Organisation syndicale ouvrière OSO*, qui existait seulement par écrit et qui était en fait composée des mêmes membres que le P.C. C'est pour cela que les dirigeants du P.C. s'aperçurent de l'importance qu'avaient chez les travailleurs, les Commissions ouvrières, créées spontanément pendant les grèves de 1962 ; ils cherchèrent à y avoir une

place assez puissante, en s'unissant avec n'importe qui et à n'importe quel prix, conscients du fait que, seule organisation nationale (à l'époque), ils ne pouvaient pas laisser échapper la direction centrale de la nouvelle organisation.

Heureusement tout ne se jouait pas entre le P.C. et les catholiques. Nous étions une minorité importante dans la JOC à ne pas nous sentir tenus par des pactes religieux, et nous ne faisons pas d'anticommunisme. Aussi quand on quitta la JOC, parce que trop vieux, on refusa d'entrer dans les communautés chrétiennes où l'on pouvait continuer de cultiver nos vices individualistes, tout en croyant faire quelque chose. Nous n'attendions pas de solution politique venant d'un groupement de croyants. Mais notre refus d'adhérer au P.C. ne venait pas de son athéisme, le parti était prêt à le mettre dans sa poche, ni de son programme politique, car on était incapable de le juger, mais des pantins que constituaient les militants moyens

du P.C. : disciplinés, obéissants, dépourvus d'esprit critique. Par ailleurs, le P.C. ne monopolisait pas le marxisme et le communisme. Des petits groupes de militants commencèrent à surgir en Catalogne, et, en marge, à découvrir le marxisme. De ces groupes nés dans l'université à la fin des années cinquante, et au début des années soixante l'un d'eux, le *Front ouvrier de Catalogne* (FOC), eut une certaine incidence dans les milieux ouvriers.

Mais l'absence d'une organisation de classe ne fut pas compensée par les organisations politiques vis-à-vis desquelles les travailleurs manifestaient d'énormes craintes. Aussi, quand un ancien camarade de la JOC, qui travaillait alors à la *MAQUINISTA* m'invita à assister à une réunion le 6 aout, dont le but était de faire redémarrer les commissions ouvrières, je lui donnais mon accord avec enthousiasme.

11 heures 32 minutes

Je demandais à nouveau à aller aux toilettes, cette fois par nécessité, et non par tactique. Je commençais à m'énerver. C'est peut-être ce que voulait l'inspecteur Zapatero, pour me rendre plus faible et malléable pour *las preguntitas* (les interrogatoires), comme il disait, en insistant sur les *titas*. Le temps passait si lentement que j'avais l'impression qu'il ne s'écoulait pas. C'était désespérant. Peut-être nous laissaient-ils nos montres pour cette raison. Mais s'ils utilisaient ces tortures psychologiques raffinées, les cellules seraient construites comme chez les Tchèques pendant la guerre, avec des lumières crues, directes ouclignotantes, comme dans les boîtes psychédéliques avec des sons stridents, des dessins rhomboïdes et hallucinants, et autres joyusetés du même style. Alors qu'ici, c'est complètement primitif, une cellule comme au temps des Croisades, mais sans la paille. Et le détenu est seul avec lui-même pour qu'il réfléchisse et s'ouvre les veines comme le voisin.

A moins que les interrogatoires portent sur les commissions ouvrières. Cela ne serait pas invraisemblable, parce qu'ils savent à coup sûr que je suis dedans depuis le début. Peut-être veulent-ils savoir comment vont les choses actuellement, parce qu'avec toutes les divisions et tendances actuelles, ils ne doivent plus tellement s'y retrouver. C'est déjà dur pour ceux qui sont dedans... Mais alors on revient à la même chose. Pourquoi moi ?

Je n'ai pas de dettes, je ne suis pas homosexuel. Peut-être pensent-ils que je suis un aventurier, et vont-ils me proposer une vie d'agent double, un espèce de James Bond du mouvement ouvrier, avec le permis de tuer.

Attention, tu débloques.

Et si c'était seulement parce qu'ils n'ont personne d'autre sous la main ayant ma connaissance des commissions ouvrières ? Combien de gens sont-ils encore en orbite, de ceux qui assistèrent à la réunion du 6 aout 1966 ?

La réunion se déroula dans une école de Besos, avec la participation de 37 travailleurs. Certains étaient connus comme leaders ouvriers, avec plusieurs années militantes sur le dos, comme les camarades du service des eaux, des radiateurs Rocca, de Gava ou de Banca. Au moins un tiers des gens présents étaient membres du P.C. Deux du FOC, ce que je sus après, les autres indépendants, avec l'envie de faire quelque chose, mais sans savoir quoi. Il y avait un climat d'attente optimiste, c'était la première fois qu'on réussissait à réunir autant de monde, depuis plus d'un an.

Ce fut le camarade de Banca qui prit la parole, exposant le but de la réunion :

- On est ici, affirma-t-il, parce qu'il est nécessaire de reconstruire les commissions ouvrières. Le mois prochain, il y aura l'élection des fonctions syndicales. Nous, les travailleurs honnêtes, nous devons accéder à elles en présentant nos propres candidatures, pour occuper le syndicat qui est à nous, en chassant les verticalistes (membres du syndicat corporatiste fasciste), ces indignes travailleurs traitres à leur classe. Aujourd'hui, nous sommes trente, mais si nous nous proposons le mois prochain, nous serons mille à acclamer les candidatures des travailleurs honnêtes.



- Jusqu'à présent, intervint d'une voix rauque le camarade de Gava, nous n'avons pas pris au sérieux les élections en votant Marilyn Monroe ou Sophia Loren. Qu'en avons-nous obtenu ? Que Los Alcaina, Calvo et compagnie s'installent dans le syndicat, notre syndicat, -il appuya sur le mot notre -et pendant ce temps, il n'y avait personne qui nous défende des abus du patronat.

- Crois-tu, coupa un jeune que je me rappelais avoir vu à la JOC, que les travailleurs pensent que le syndicat est à eux ? Il me semble qu'il appartient plutôt à l'État, et qu'il est à combattre comme tout ce qui est de l'État.

- Attention, camarades, dit un dirigeant du service des eaux, dire cela, c'est faire de la politique, et ici on ne fait pas de politique ; celui qui veut faire de la politique, il n'a qu'à s'inscrire à un parti politique. Nous venons discuter ici de nos problèmes économiques et de travail, sans distinction de croyance religieuse ou idéologiques. Que cela soit bien clair.

Le ton était sec et autoritaire, mais nombreux furent les assistants qui l'appuyèrent vigoureusement et la question resta sans réponse.

Quelques travailleurs prirent la parole pour exposer les problèmes de leur usine, en insistant surtout sur la nécessité de construire une organisation de classe qui soit réellement à nous.

Tout le monde se mit d'accord sur une nouvelle réunion quinze jours plus tard au même endroit, en essayant d'amener d'autres camarades de nos usines pour commencer la préparation des candidatures puisque les élections nous tombaient dessus.

Quand je racontai à Pedro cette assemblée, il s'indigna : - C'est du révisionisme pur. C'est mentir aux travailleurs. Il faut dénoncer cette manoeuvre de révisionisme aux masses. Demain même sortira dans Lutte Ouvrière un article. Et toi, me dit-il en me montrant du doigt, tu dois assister à la prochaine assemblée et dénoncer la manoeuvre révisionniste en créant un front unique avec les indépendants et ceux qui ne sont pas du P.C. pour boycotter les élections.

Je restais comme si j'avais reçu une douche froide. L'assemblée m'avait semblé pourtant positive et pleine d'espoir. Je ne savais pas bien ce qu'était le révisionisme, et quel était son arrière fond politique, j'avais su que les travailleurs voulaient s'unir et s'organiser en oubliant les divergences pour trouver un accord, et c'est ce dont avait besoin la classe ouvrière. Et maintenant c'était du révisionisme, et je devais le boycotter. Je ne voyais pas très clair. -Si cette initiative ne te semble pas correcte, lui demandai-je, que proposes-tu à la place ?

Il resta un moment perplexe, mais se refit rapidement : La révolution armée et la prise du pouvoir par le prolétariat.

A la réunion suivante, nous étions presque une centaine de travailleurs. On me présenta à divers compagnons de la Seat, des ateliers 1 et 3. Quelques-uns déjà vieux, travaillaient depuis cinq ans dans la boîte et ils connaissaient beaucoup de gens. On décida de se réunir et de présenter des candidatures aux élections. Naturellement, je ne dis rien sur la révolution armée. Bien que Pedro, que je connaissais depuis un mois, mérita mon estime, le déroulement de la réunion me fit comprendre que nous étions dans le bon chemin. La participation aux prochaines élections, politiquement fausse ou non, servait en tout cas de catalyseur, ce qu'aucun programme politique n'avait réussi ; à l'époque, c'était fondamental. Personne n'a-

vait proposé un but qui ne soit pas révisionniste et qui eut la qualité d'unir les gens.

Le soir, je retournai voir Pedro au *Salsofio*. Conchi était avec lui. Je lui racontai ce qui était arrivé. Mais cette fois j'étais convaincu de la valeur de ces assemblées, et quand il commença à lancer ses diatribes contre les *directions traîtres des groupes révisionnistes*, pour me chanter ensuite les louanges de la **ligne programmatique de la IVème Internationale, que les masses attendent pour se mettre en mouvement**, je le laissais parler.

- Tu sais, Pedro, dis-je quand il eut terminé, *ces réunions supposent un pas en avant dans la création de l'organisation de classe. Et dans un livre que tu m'as prêté, j'ai lu qu'un pas en avant vaut mieux que cent programmes. Le programme de la IVème Internationale sera très bon, je n'en doute pas, mais comment y arriver ? Les révisionnistes, comme tu les appelles, sont en train d'obtenir quelque chose d'important, relancer les commissions ouvrières. Celles-ci deviendront-elles révisionnistes ? C'est possible. Cela dépendra de nous, qui nous croyons plus révolutionnaires ; sachons faire notre travail. Je pense que si nous refusons de participer à cela, laissant le champ libre au révisionnisme, nous faisons une erreur que nous paierons très cher. Tu sais que je ne comprends pas beaucoup de choses, mais je vois une chose très clai-*

Des critiques ont été faites à l'article La lutte des ouvriers chinois pendant la révolution culturelle (paru dans le dernier numéro) portant sur le manque de références. Celles-ci étaient d'autant plus importantes que la teneur de l'article, ne correspondant pas à ce qui se dit généralement sur la Chine, a surpris beaucoup de lecteurs. Aussi je répare cette négligence :

- l'ensemble des faits cités dans l'article sont tirés : soit des dossiers de la Documentation Française (qui s'appuient eux-mêmes sur des sources chinoises, presse, radio, déclarations officielles, etc...), soit pour tout ce qui concerne Shangai, du dernier livre de K.S. Karol : La deuxième révolution chinoise.

Parce que non-suspect d'anti-maoïsme, bien au contraire, K. S. Karol a pu lever en partie, très peu selon ses propres dires, le voile officiel qui couvre les événements qui se sont produits dans cette ville au cours de l'hiver 66-67. Avant qu'il ait pu, par une suite de hasards heureux, découvrir l'importance que Liassé avait eu dans la classe ouvrière, on ignorait pratiquement tout de cette organisation.

- Les textes cités sont tirés d'Hsinhua new agency, l'agence de presse de la Chine populaire.

- L'insistance sur le caractère «anarchiste» des opposants de gauche (dont le Liassé), n'est pas de mon fait. C'est le pouvoir lui-même qui insiste lourdement sur ce caractère anarchiste. Il est plus que probable que ces opposants ne se disaient pas anarchistes. Après 20 ans presque de monopole idéologique d'Etat, ils n'avaient pas la possibilité de connaître les idées libertaires et le rôle historique des luttes libertaires en Espagne, par exemple. Il faut croire qu'ils faisaient de l'anarchisme sans le savoir ; grâce à la propagande de l'Etat, ils le savent désormais.

rement : c'est que les ouvriers ont besoin d'une organisation. Maintenant, c'est le moment idéal pour la lancer et nous ne pouvons pas boycotter cette initiative. Appuyons la avec notre ligne politique, mais appuyons-la.

Sans refaire la critique que je fis une fois à *Lutte Ouvrière* et qui me coûta une interruption brutale, c'était la première fois que je me permettais de faire une critique personnelle, différente de celle de Pedro. Je me rendais compte qu'il s'accrochait à la théorie et aux principes, et qu'il manquait de pratique concrète, dans l'entreprise. C'est le talon d'Achille des fonctionnaires professionnels, des groupes politiques, les fameux permanents ou bureaucrates. Dans son cas, cette faiblesse était aggravée par un manque total d'expérience, c'étaient des militants qui lui transmettaient indirectement leur expérience. J'essayais de le faire, mais s'il m'écoutait attentivement, et s'il s'intéressait aux problèmes de l'entreprise, les conclusions qu'il en tirait étaient totalement sans rapport avec le simple respect des faits. Peu à peu, j'arrivais à me convaincre qu'il forçait les faits pour qu'ils coïncident avec ses schémas théoriques préalables. Aussi, sans cesser de reconnaître la supériorité théorique et la grande expérience politique de Pedro, je décidais d'agir à l'insu de ce qui concernait les commissions de l'usine. Mais une faille qui devait s'agrandir, s'était creusée entre moi et son autorité : elle devait devenir mortelle car elle créait une coupure entre la théorie et la pratique.

NOUS AVONS REÇU

La Lanterne noire
revue de critique anarchiste
trimestrielle
P. Blachier BP 14
92360 MEUDON. la forêt

Le Bulletin du C.I.R.A.
(Centre international de
recherches anarchistes)
Beaumont 24 1012 Lausanne
SUISSE

Interrogations
revue internationale de
recherche anarchiste
L. Mercier Vega. 3. rue de
75010 PARIS Valenciennes
Ruta revue anarchiste en espagnol
E. Graello. C.C.P. 8721 A
MONTPELLIER

★ ★
Pour prendre contact : Librairie d'occasion
39, Rue St Jean 69005 LYON

Pour écrire : H.L. BP 543
69221 LYON Cédex 1

■■■■■ SOMMAIRE ■■■■■

DANS CE NUMERO, VOUS TROUVEREZ :

Des informations (bien sûr) sur :

- L'urbanisme "du social" p 30
- Le M.J.A.J. "M.A.J. et décadence" p 15
- La grève des communaux p 3
- Jorles p 2
- La Hongrie p 12
- La "Bande à Baader" p 22
- L'armée "Une bonne recette" p 7

Un article de réflexion: "Le refus du rôle" p 13

Les "Petits titres du Progrès" p 4

Deux dossiers : "L'Inflation" p 9
 "L'état chinois contre Confucius" p 16

Plusieurs poèmes et chansons (dispersés)
 Le feuilleton : "Julio Senz Oller" (5^e épisode) p 23

sans compter les illustrations ...

A PROPOS DU JOURNAL

Pour les quatre premiers numéros, le journal présente à peu près régulièrement :

- 4 pages de feuilleton
- 1 ou 2 pages de «petits titres du Progrès»
- 1 ou 2 pages de poèmes, chansons, citation, dessins...
- 4 à 6 pages de dossier (la Chine dans le numéro 4)
- et 12 à 14 pages d'informations et commentaires sur trois types de sujets : lieux de travail (conditions de travail, grèves...), secteurs sociaux (armée, F.P.A., enfance inadaptée...), évènements divers, locaux ou non, politiques.

Certains trouvent qu'il y a trop de dispersion dans les articles du journal, et qu'il est trop «en vrac» ; un rappel du contenu des précédents numéros montre quand même qu'il y a une certaine régularité dans les sujets des articles et ceux qui «fabriquent» le journal essaieront désormais d'en faire une présentation plus ordonnée. Mais il faut souligner également qu'I.R.L. est un «journal d'opinion», les articles, les informations, et leurs commentaires traduisent les préoccupations de leurs divers auteurs. Il est normal donc qu'une diversité de préoccupations, une diversité d'activités, ne puissent pas s'ordonner et se régulariser comme une unité autour d'une juste ligne, par exemple. On fait ce qu'on peut...comme disait l'ami zantrope à l'ami chelin.

Les rubriques énumérées ci-dessus ne sont pas restrictives, et le nombre de leurs pages peut aussi varier. Ecrivez.

* DIRECTEUR DE PUBLICATION :

J.J. GAY 8, rue Lanterne LYON 1^{er}

ou
12, rue Philippe de Lassalle LYON 4^{eme}

* ABONNEMENT : 20^F DE SOUTIEN : à volonté

I.P.N.

